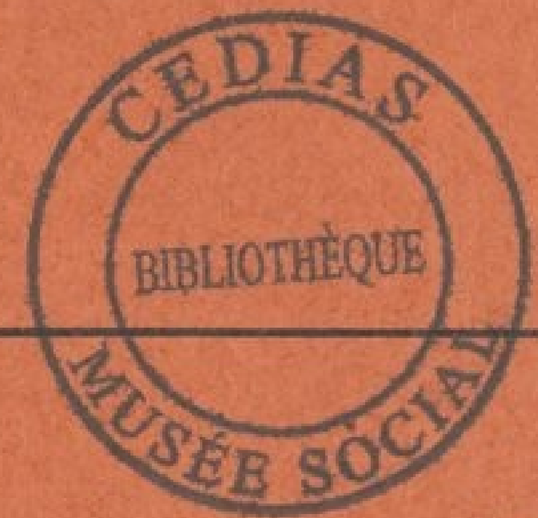
12e année. — N° 230. — 10 Septembre 1936 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE



DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 230

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Il faut des armes au prolétariat espagnol

Madrid, 28 août.

Le monde entier a les yeux fixés sur l'Espagne. Et si elles veulent faire preuve d'un minimum d'impartialité, les nations sont forcées d'avouer aujourd'hui que les milices ouvrières espagnoles écraseront le fascisme. Mais à quel prix et au bout de combien de temps ? Voilà ce qu'il importe de se demander. Et il est bon de savoir à qui incombe la responsabilité du retard dans la victoire ouvrière espagnole.

Les miliciens se sont jetés contre les fascistes avec une fougue, une endurance, un mépris du danger jamais égalés encore. Ceux qui ont vu « ces va-nu-pieds superbes » s'en aller au front avec un air de résolution farouche ne les oublieront jamais.

Telles de leurs prouesses relèvent de l'inouï : c'est Mora de Rubiello, ville en avant de Teruel, qui est prise par quinze hommes de la colonne de fer; ce sont douze miliciens de la colonne Durutti s'emparant d'un village de mille habitants situé à trente-cinq kilomètres de leur base; ce sont encore les vols audacieux de certains aviateurs... Mais la témérité folle de ces hommes, leur amour de la liberté bien plus fort que la mort, seraient finalement vains si on les laissait désarmés devant un ennemi abondamment pourvu d'artillerie, d'avions et de munitions de toutes sortes. Les démocraties bourgeoises semblent avoir mis une lenteur excessive à comprendre que la cause espagnole était leur propre cause, qu'elles seront finalement vaincues ou victorieuses selon que le fascisme espagnol sera lui-même vainqueur ou vaincu.

Elles ont d'abord réagi faiblement, parcimonieusement, se satisfaisant le plus souvent d'ordres du jour chaleureux en faveur du gouvernement légal et du peuple espagnol. « Quelques wagons de munitions auraient beaucoup mieux fait notre affaire », me disait un camarade de Barcelone.

Elles sont dans leur ensemble responsables de la prolongation de la lutte sur la majorité des fronts. Dans la Sierra, par exemple, les miliciens ont été arrêtés dans leur avance par des tranchées en béton armé, organisées depuis deux ans déjà par l'état-major fasciste sous couleur d'assurer la défense de Madrid. Comment avancer, dans ces conditions, sans grosse artillerie et sans tanks ? L'armée populaire n'avait pas même d'artillerie légère en bien des points de la Sierra.

Seul le Mexique a fait son devoir : il a expédié un bateau complet d'armes et il a fait au sujet de cet envoi une déclaration reproduite par *Solidaridad Obrera* où il était dit en substance : « Le gouvernement du Mexique estime qu'il conserve comme par le passé le droit absolu de commercer avec le gouvernement légal d'Espagne. » Vérité qui n'est plus évidente pour beaucoup et que le gouvernement mexicain a mille fois raison de rappeler!

L'attitude de la France

Dans les jours qui ont suivi le soulèvement fasciste, les regards des républicains espagnols et même d'un certain nombre de révolutionnaires étaient presque uniquement tournés vers la France. « Nos amis du Front populaire français vont nous aider », proclamaient-ils avec confiance. Les déclarations de neutralité de Blum faites solennellement à la Chambre refroidirent un peu cette belle foi. Mais reprenant confiance ils ont attendu à nouveau, se disant : « Maintenant que le gouvernement s'est débarrassé de son opposition, il va avoir les mains libres et les secours vont affluer. » Hélas ! La « neutralité » n'était pas feinte, l'aide française continue à être inexistante.

Les républicains espagnols, las d'attendre, ont fini par devenir très mécontents. On parle maintenant de la lâcheté et de l'hypocrisie des gouvernants français.

Quelques échos en sont-ils arrivés aux oreilles des dirigeants français ? Ou la persistance des ouvriers à réclamer dans chaque meeting des avions et des munitions pour l'Espagne les a-t-elle ennuyés ? Je ne sais. Mais on a décidé de faire quelque chose pour l'Espagne. Un beau jour donc nous avons vu arriver à Madrid une délégation composée d'élus municipaux (Front populaire) de la banlieue parisienne. La délégation, conduite par Piginnier, maire communiste de Vanves, était chargée d'emmener en France et de répartir entre les familles qui en feraient la demande des enfants espagnols orphelins ou dont le père était au front.

Les Espagnols sont des « caballeros ». Ils ont parfaitement bien reçu la délégation, l'ont logée au « Palace », le plus bel hôtel de Madrid, promenée en automobile, mais lorsqu'on en est venu à parler affaires, les déclarations ont été nettes :

« Les mères espagnoles estiment qu'il n'y a pas lieu de transplanter leurs petits dans un pays dont ils ne connaissent ni la langue ni les usages. Vous avez pu voir que nous nous occupons nous-mêmes des enfants de nos miliciens, puisque 150 sont logés et nourris par les soins de la C.N.T. et de l'U.G.T. dans l'hôtel que vous habitez.

« Les mères espagnoles vous demandent seulement d'insister auprès de vos gouvernants pour qu'ils nous expédient des canons et des avions. C'est la seule façon de nous aider à vaincre le fascisme. »

La pauvre délégation, bien marrie, est repartie de Madrid sans gosses et sans la reconnaissance sur laquelle elle croyait être en droit de compter. Blum comprendra-t-il enfin où est son devoir ? Comprendra-t-il que sa pu-

sillanimité est un crime à l'égard de l'Espagne révolutionnaire ? Les ouvriers français doivent accentuer leur propagande en faveur de leurs camarades espagnols. Pression sur le gouvernement, pression sur la C.G.T., pression sur l'opinion publique. Il faut répéter sans se lasser que chaque jour qui passe amène la mort de nombreux ouvriers espagnols, que la prolongation de la guerre civile risque de causer la disparition presque totale de l'élite du prolétariat.

Pour établir l'ordre nouveau qui s'instituera en Espagne, quoi qu'il arrive, il faut des hommes d'intelligence et de volonté. Redites-vous bien cela, camarades, et si vous voulez que la révolution espagnole aboutisse, faites finir bien vite la guerre civile.

A. Montégudet.

Une monstrueuse erreur de Blum

Il est indispensable de relever une erreur considérable commise par Blum dans son discours du 7 septembre à Luna-Park.

Blum déclare que par la concentration des pouvoirs entre les mêmes mains et le plus grand potentiel industriel, les Etats fournisseurs des rebelles auraient pour la fourniture des armements l'avantage sur les autres; c'est très exact. Mais si on se contente de dire cela on insinue dans les esprits, et probablement dans le sien propre, cette erreur que la libre fourniture d'armes aux belligérants d'Espagne avantagerait les rebelles par rapport aux gouvernementaux.

Monstruosité !

Il y a, en effet, un élément primordial dont il faut tenir compte : ce sont les hommes. Un armement n'est rien s'il n'y a pas d'hommes pour le manier. Qu'importe que l'Allemagne ou l'Italie puisse armer des millions de rebelles, si les rebelles ne sont que des milliers !

Or c'est précisément ce qui arrive. Les rebelles n'ont pas d'hommes, les républicains en ont une multitude. La Catalogne, à elle seule, peut lever instantanément 300.000 miliciens volontaires... si elle a des armes.

A l'heure actuelle, la guerre se passe entre quelques dizaines de milliers de rebelles supérieurement armés, et quelques dizaines de milliers de miliciens pauvrement armés.

Qu'on fournisse librement des armes : les dizaines de milliers de soldats rebelles auront peut-être leur armement encore amélioré, mais ils resteront des dizaines de milliers; de l'autre côté, au contraire, ce seront des centaines de mille de soldats. Le résultat ne se fera pas attendre.

◈◈◈

Dans un autre domaine — pourquoi le gouvernement français n'envoie-t-il pas un croiseur à Ceuta ?

Un Français, secrétaire de Jeunesse Socialiste, est exécuté à Tétouan, capitale du Maroc rebelle, par ordre manifeste des « autorités » fascistes. En réponse, on se contente d'étouffer le plus possible le crime (le *Populaire*, que ce meurtre devrait toucher au plus haut point, puisqu'il s'agit d'un « Français » et d'un socialiste, se contente de publier la dépêche en vrac, perdue au milieu d'autres, sans le moindre article de protestation), et l'on annonce simplement que l'on demande « des excuses et une indemnité pour la veuve ». C'est tout.

Or, dès qu'un Italien ou un Allemand est tué en Espagne dans une bagarre quelconque, même en dehors de toute action du pouvoir, Italie et Allemagne envoient des croiseurs pour « protéger leur nationaux ». Bien plus, la France elle-même envoie ses croiseurs dans les ports de l'Espagne républicaine pour « protéger », elle aussi, « ses nationaux » que personne ne songe et n'a jamais songé à molester. Mais, dans les régions où règne Franco, un Français socialiste peut être impunément tué sans qu'on déplace un marin.

Or, dans les circonstances actuelles, la présence d'un croiseur français en rade de Ceuta — *présence contre laquelle il serait impossible à une autre puissance de protester* — aurait un effet moral considérable qui pourrait entraîner des faits importants au Maroc espagnol.

La proclamation du Sultan aux Marocains est une chose excellente, mais *il faut l'appuyer.*

R. Louzon.

Premiers Pas...

Analyse de la presse espagnole

En cherchant à comprendre par la lecture des journaux espagnols quelle est la situation véritable de l'Espagne, on se heurte à plusieurs difficultés : il faut discerner les succès réels à travers l'abondance des termes exagérés dus au tempérament, à la passion et au désir d'influencer les amis et les ennemis; il faut aussi triompher de ses propres hésitations lorsqu'on distingue quelque erreur et qu'on se demande s'il est nécessaire de la divulguer; il faut enfin présenter dans toute leur grandeur les conquêtes acquises au prix de sacrifices et grâce à un courage difficilement égalable.

Il ne s'agit pas de se livrer ici à un exercice de stratégie en chambre. En ce qui concerne le front catalan, la presse de Barcelone permet simplement de voir que des opérations lentes, partielles, mais continues, se développent autour de Saragosse et de Huesca. Les troupes antifascistes se préparent, se concentrent, s'outillent, mais de très nombreuses lettres provenant du front sont publiées qui donnent des détails que la censure ne devrait pas laisser passer; on indique que dans tels villages les munitions et l'armement sont rares, qu'en d'autres points des détachements occupent des po-

sitions trop avancées et courent le risque d'être coupés. Tout cela est publié noir sur blanc dans des journaux qui, à titre de propagande, sont déversés par avions sur les territoires occupés par les blancs! Le travail de la censure de presse, dirigé par le militant Magriña, ne fait, il est vrai, que commencer, ce qui excuse sans doute les négligences dangereuses commises.

Volontariat et conscription

Les ouvriers espagnols sont d'autre part aux prises avec les difficultés d'organisation de la guerre. Au début, les milices antifascistes étaient basées uniquement sur l'enrôlement volontaire; les adhésions y sont venues très nombreuses.

L'exemple fut donné par la colonne formée et commandée par B. Durutti, le militant bien connu de la F.A.I., aidé de Farras, catalaniste, ex-officier de l'armée espagnole. Vinrent ensuite les colonnes de Grossi (du P.O.U.M.), d'Archer (de la même organisation), de Trueba (du Parti socialiste unifié catalan), du « 19 juillet » (de la même organisation), la colonne C.N.T. et F.A.I. dénommée colonne « Francisco Ascaso » et commandée par le neveu de celui-ci, Domingo Ascaso, et par Albade Irescu, la colonne Ortiz (militant de la C.N.T.), la colonne du « 4 septembre » formée par le Syndicat du Bâtiment de la C.N.T., la colonne des « Aguiluchos » (les Aiglons) de la F.A.I. que Garcia Oliveiro, délégué à la Guerre du Comité central des Milices, a été conduire personnellement au front.

Les ouvriers étrangers, venus de tous les coins d'Europe, sont assez nombreux. Il y a, d'une part, le « Groupe International Antifasciste », groupant des Français et des Belges, combattant sur le front de Saragosse avec la colonne Durutti; d'autre part, un fort détachement italien ayant dans ses rangs de nombreux émigrés qui ont servi autrefois comme officiers; le plus connu d'entre eux est Roselli, le glorieux évadé des îles Lipari; ce militant de *Giustizia e Liberta* combat côte à côte avec des socialistes et des anarchistes, des anarchistes surtout.

Parallèlement, affluent de toutes parts les apports de provisions, de vivres, d'argent. Journellement, de longues listes de produits amenés par camions en provenance d'une multitude de villages catalans et valenciens rappellent une fois de plus cette qualité des prolétaires espagnols : la « solidaridad ». C'est elle qui autrefois soutenait les journaux ouvriers et qui maintenant nourrit les armées prolétariennes.

Mais, hélas! au point de vue armement, la situation reste critique. De grands efforts sont faits pour l'améliorer; les usines occupées s'ingénient pour s'adapter à l'industrie de guerre. Les autos et les trains blindés sortent en quantité et les modèles en deviennent de plus en plus perfectionnés. Mais on ne saurait fermer les yeux sur ce danger : les milices ouvrières sont encore et toujours très insuffisamment armées; les hommes qui les composent ont très peu de préparation militaire; les cadres de commandement sont extrêmement réduits.

Dans ces conditions, la campagne qui se fait dans la presse espagnole pour une mobilisation générale des hommes entre 18 et 45 ans est difficilement compréhensible. Il semble que pour l'armement disponible et pour les cadres existants, les effectifs volontaires sont en proportion raisonnable; un communiqué du Comité central des Milices recommandait aux ouvriers français de s'abstenir provisoirement de s'enrôler : « En ce qui concerne le personnel technique et combattant du front, les besoins sont couverts, au delà même des nécessités ». Pourquoi alors préconiser cette mobilisation en y comprenant même la bourgeoisie, en risquant d'introduire ainsi dans les milices des éléments peu sûrs ?

Un premier pas est pourtant fait dans ce sens. Les soldats des classes 1934 et 1935 sont purement et simplement rappelés; on les mobilise en leur rappelant l'obligation où ils sont de répondre à l'appel et les peines qu'ils encourent s'ils n'y répondent pas.

Attention à l'union sacrée !

Dans un autre domaine, celui de la propagande, signalons une tendance dangereuse : c'est une sorte de glissement vers l'union sacrée, qui jusqu'à il y a peu de temps ne s'était manifesté que chez des chefs socialistes et communistes, mais qui vient récemment de s'affirmer dans un grand discours radiodiffusé, prononcé par Federica Montseny, militante en vue de la C.N.T. et de la F.A.I.

Voici des extraits de ce discours :

...La lutte contre le fascisme sur les fronts de bataille se terminera bientôt parce que nombreuses sont les forces que nous mettons en jeu, et parce que l'Espagne, pays qui est habitué à la guerilla, qui est habitué à la lutte pour l'indépendance et qui s'est habitué à cette guerre civile, la plus triste, la plus fratricide, la plus criminelle, est prête à en finir bientôt avec son ennemi intérieur, cet ennemi sans dignité ni conscience, sans sentiment d'Espagnol. Car s'ils avaient été Espagnols, s'ils avaient été patriotes, ils n'auraient pas lancé sur l'Espagne les « regulares » et les Maures pour imposer la civilisation du fascio, non comme une civilisation chrétienne, mais comme une civilisation mauresque, gens que nous sommes allés coloniser pour qu'ils viennent maintenant nous coloniser avec des principes religieux et des idées politiques qu'ils veulent maintenir enracinés dans la conscience des Espagnols...

...L'Espagne grande, l'Espagne productrice, l'Espagne vraiment rénovatrice, c'est nous qui la faisons républicains, socialistes, communistes et anarchistes, quand nous travaillons à la sueur de notre front; nous faisons grande l'Espagne, en fabriquant ce qui se produit sur d'autres marchés avec nos propres produits, chose qui jusqu'à présent ne s'était jamais faite et ne se serait jamais faite, ce qui est d'un peuple riche, fécond prospère.

Je vais terminer, camarades de Madrid et de toute l'Espagne, en répétant une fois de plus ce que j'avais dit auparavant. Nous sommes tous unis dans le front de lutte, unité sacrée, unité magnifique qui a fait disparaître toutes les classes, tous les partis politiques, toutes les tendances qui nous séparaient auparavant.

Quelle survivance dangereuse du nationalisme !

Progrès dans l'organisation des milices

En ce qui concerne le commandement unique, on comprend, certes, que les anarchistes et les syndicalistes réfléchissent à deux fois avant de se soumettre à un commandant unique désigné par le ministre de la Guerre Largo Caballero, qui est (on l'a déjà oublié!) un des auteurs de la « Loi de Défense » et un des responsables des sanglantes répressions des premières années de la République espagnole;

mais *Solidaridad Obrera* publie une proposition très intelligente qui consisterait à donner le commandement unique à un Comité central des Milices, dont le pouvoir, au lieu de se limiter comme celui du Comité actuel à la Catalogne, s'étendrait à toute l'Espagne.

Par ailleurs, nombreuses sont les tentatives faites pour aborder les problèmes de l'action armée d'une façon pratique. Le Comité central des Milices a créé une Ecole Populaire d'Officiers destinée à former dans un délai très bref les cadres nouveaux du commandement; les seules conditions posées sont celles de savoir lire, écrire, connaître l'arithmétique élémentaire et être recommandé par un détachement de milice.

Les milices se forment et s'entraînent en des lieux appropriés, notamment à l'ancienne caserne de Pedralbes, qui s'appelle maintenant caserne Michel Bakounine. Celle-ci renferme actuellement deux mille hommes qui se renouvellent continuellement. Ceux-ci forment des groupes de dix, nommant chacun un délégué. Dix de ces groupes forment une centurie, commandée par un délégué général. C'est lui qui, au front, reste en contact avec le camarade dirigeant la colonne, secondé par un état-major.

Les miliciens sont instruits par des techniciens militaires de toute confiance qui leur enseignent le maniement des différentes armes de combat, ainsi que les connaissances indispensables pour marcher au combat.

Tous les saluts sont supprimés.

Ainsi, à travers mille obstacles, et parfois de lourdes erreurs, se forge la force armée ouvrière.

L. NICOLAS.

A propos de la Neutralité et de la Guerre

Pour le rapprochement Franco-Allemand

Chambelland nous communique la réponse qu'il a faite à Marcel Martinet dont nous avons publié la lettre dans le numéro du 25 août :

Nice, le 5 septembre.

Cher Martinet,

Ta lettre du 19 août est arrivée au milieu de nos préparatifs de départ. J'ai juste eu le temps de la passer à notre cher Monatte pour qu'il veuille bien rédiger le « chapeau » que tu as lu dans notre numéro du 25 août. Me voici en vacances. J'ai maintenant le repos et le temps nécessaires pour ne pas dire trop de bêtises.

Je n'ai jamais pensé à une intervention militaire du gouvernement français en Espagne. Tout au début de la guerre civile, je fus de prime abord révolté par l'espèce d'indifférence de ce gouvernement. Crier : « A bas la neutralité ! » m'a paru vouloir dire : « Vive la solidarité avec nos frères d'Espagne! » C'est tout. J'ai même cru qu'il était après tout possible, voire nécessaire pour le gouvernement, afin d'écarter la menace de conflagration mondiale, de prendre, sur le terrain diplomatique, la position de non-intervention. Trois choses cependant m'indignaient et m'indignent encore :

1° A l'abri même de la formule de non-intervention, certains gouvernements envoient de l'argent, des armes, des munitions et des avions à Franco; or le gouvernement ne dénonce pas cette hypocrisie;

2° Alors que les rebelles sont ainsi pourvus de moyens, les gouvernementaux et les milices ouvrières ne peuvent, avec leur argent, se procurer en France les mêmes armes, munitions et avions. (Ils ne peuvent même pas se les procurer en U.R.S.S. puisque le gouvernement de Staline vient lui aussi de décider l'embargo.);

3° Les organisations syndicales françaises rencontrent mille difficultés pour réaliser leurs efforts en ce sens (tu me comprends).

Il n'y a pas là, sois-en persuadé, une participation à ce que tu appelles si justement « le jeu dément et criminel des staliniens ». Les dirigeants communistes misent sans vergogne sur tous les tableaux et donnent l'impression de réunir un monde fou autour d'eux. En réalité, quiconque réfléchit cinq minutes, ne peut qu'être profondément troublé par leur attitude.

N'est-ce pas, d'ailleurs, très clair ?

Le procès et l'exécution de Zinoviev et de Kameniev sont des mesures types de préparation à la guerre. L'U.R.S.S. — le seul gouvernement bourgeois du monde qui fusille en ce moment les communistes — prépare la guerre. Hitler prépare la guerre. Mussolini prépare la guerre. Nos communistes morigènent Léon Blum et le renverseront à la rentrée parce qu'il ne prépare pas assez la guerre.

La classe ouvrière française devrait ne pas entrer dans ce cercle infernal.

Elle sait bien que seule sa révolution — réalisée par l'accession des syndicats au pouvoir — imposera la paix définitive. Mais la révolution n'est pas encore là. La classe ouvrière ne demande pas que des solutions pour demain. Il faut tracer le chemin de chaque jour. Eh bien ! en ce moment, la classe ouvrière devrait réaliser le rapprochement franco-allemand.

En dépit de Hitler. Même avec Hitler. En mettant une bonne fois Hitler au pied du mur.

Seul, le rapprochement franco-allemand peut retarder — sinon empêcher pour toujours — la guerre européenne.

L'intérêt actuel de la classe ouvrière, et de l'humanité tout entière, est d'éviter la guerre. En réalisant le rapprochement franco-allemand, la classe ouvrière supprimera la cause de guerre la plus directe.

Nous avions demandé naguère à la C.G.T. de créer un organisme qui, sous l'autorité de sa commission administrative, fixerait la position ouvrière dans les questions internationales. On ne nous a pas écoutés.

Nous écoutera-t-on davantage aujourd'hui que nous demanderons à la C.G.T. de se faire l'artisan du rapprochement franco-allemand ?

Je ne sais. Mais je sais bien qu'en dehors de cela, il n'y a que la folie furieuse, comme en 1914, *sous ses multiples et dangereux aspects.*

A aucun prix, la Révolution Prolétarienne *n'y participera.*

Merci de ta bonne lettre, continue à tenir le coup entouré de l'affection sincère de notre « noyau ».

Maurice CHAMBELLAND.

LE 30 JUIN DE STALINE

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre ?

Alors que toutes les pensées se tournaient vers la lutte héroïque du prolétariat espagnol, le monde a appris avec stupeur la brusque mise en scène, l'incroyable déroulement et la conclusion de ce qu'on a nommé le « procès » de Moscou. L'affaire a été bâclée en quelques jours. En fait, elle commence à peine et ses suites ne seront pas liquidées de sitôt.

Devant l'incendie du Reichstag et le procès de Leipzig, devant le massacre des premiers compagnons d'Hitler dans la nuit du 30 juin 1934, tous les révolutionnaires du monde ont été saisis de dégoût. Mais l'abjection fasciste ne les surprenait pas, surtout elle ne les atteignait pas : elle les justifiait.

Devant l'affaire de Moscou, la réaction révolutionnaire est aussi de stupeur et de dégoût, mais elle s'accompagne de honte. Car cette sanglante bouffonnerie politicienne a été machinée au pays de la Révolution d'Octobre, par des exécutants qui se donnent pour les pionniers du socialisme dans le monde. Tous les hommes sentent confusément qu'un pas de plus vient d'être fait dans l'avilissement où l'humanité risque de s'enfoncer depuis 1914.

◇◇◇

Que savons-nous de l'affaire ?

Ce qu'il a plu à la presse russe — c'est-à-dire au gouvernement russe — d'en faire connaître. Et la présentation des inculpés s'est d'abord opérée comme une entrée de clowns, à la fois minutieusement réglée et apparemment improvisée. L'art des belles présentations est un art russe et c'est aussi un art policier.

Les plus marquants d'entre eux, Zinoviev, Kameniev, avaient déjà été « jugés » et condamnés, au procès déjà scandaleux qui avait suivi le meurtre de Kirov, en décembre 1934. Toute possibilité d'une action politique quelconque leur était retirée depuis lors. C'est pourtant des « crimes » pour lesquels ils avaient été déjà condamnés qu'ils répondaient à nouveau. Et les condamnations à mort, que les accusés eux-mêmes ont réclamées avec une unanimité étrange, sont intervenues automatiquement, et les exécutions leur ont succédé sans délai, dans un étrange mystère.

Voilà tout ce qu'on sait.

Au lendemain du procès Kirov, Romain Rolland, comparant avec les guillotinades de 93, admirait la grandeur d'âme des dirigeants qui se contentaient — plus de quinze années après la prise du pouvoir — d'exécuter en vrac quelques douzaines de comparses, d'en expédier quelques milliers en Sibérie, et d'isoler pour un temps les principaux « coupables » — les coupables moraux !

Aujourd'hui ce sont ces mêmes « coupables » qui sont exécutés, et pour les mêmes « crimes ». Et ces hommes furent les compagnons et les amis de Lénine, les chefs de la révolution militante, les organisateurs de l'Internationale Communiste. Sauf le vieux qui est mort, sauf l'autre vieux, imprudemment jeté au tombeau peu sûr de la proscription, et sauf un troisième, l'Unique, qui est triomphant, — toute la vieille garde est là : fusillée par le régime dont elle a forgé la victoire... Ainsi les fondateurs de la Révolution étaient capables des pires crimes, associés aux pires ennemis de la Révolution, dans le seul but de détruire les conquêtes de la Révolution ? Quelle singulière monstruosité collective! Ou alors...?

Mais il y a *les preuves !* Le gouvernement russe et ses employés nous répètent, avec une insistance dans l'imprécation qui dissimule mal l'inquiétude et l'angoisse, qu'elles sont accablantes. Cependant, malgré toutes les ressources d'une police experte, pas un document, pas un fait... Alors ? Quelles preuves ? — Une seule, mais il est vrai qu'elle est de taille, probablement unique dans les annales du crime : les « aveux », stéréotypés et frénétiques, de ces accusés exemplaires, de ces monstres qui ajoutent à la monstruosité de leurs crimes la monstruosité plus effarante de tels aveux.

C'est trop beau. Nous ne défendons pas ces condamnés modèles qui, sans leur furieuse ardeur à se déshonorer eux-mêmes, auraient fait s'écrouler l'accusation. Nous ne les défendons pas. Dans la lourde atmosphère où ils ont accepté de jouer leur rôle, ils se sont ensevelis eux-mêmes dans le mépris de l'histoire... Danton était sans doute un aventurier et Robespierre un pur révolutionnaire. Mais, quand Robespierre envoyait Danton à l'échafaud, Danton ne courait pas à la mort en criant : « Le grand Robespierre a raison! » — il écumait de rage et d'appels à la vengeance. Ici nous comprenons. Mais nous ne comprenons pas l'histoire comme on la fabrique aujourd'hui à Moscou. Les collaborateurs de l'*Humanité* qui crachent sur les cadavres ont beau se battre les flancs. Ils n'expliquent rien parce qu'ils ne peuvent rien expliquer.

Cependant, une ligne générale se dégage clairement. Ceux qu'on vient de fusiller ont longtemps pratiqué la politique manœuvrière à laquelle ils succombent en semblant l'approuver encore. D'abdication en abdication, ils sont tombés jusqu'à cette lâcheté ou à cette lassitude suprêmes. Après quelles tractations, quelles mystérieuses promesses ? et comment sont-ils morts ? Là encore tout est sombre... Mais ces hommes furent de grands révolutionnaires et continuaient à incarner le souvenir d'Octobre, — et c'est cela qui est clair. Et la clarté augmente lorsque sur le charnier on voit rester le seul Staline, l'ancien terroriste — authentique, celui-là —, le Géorgien secret, le Maître de l'Etat russe qui, six mois après le meurtre de Kirov, « comprenait et approuvait » les mesures de défense capitaliste du renégat Pierre Laval, les mesures qui se trouvaient en même temps protéger l'Etat russe. L'opération que constitua le procès de Moscou, nous n'en distinguons pas nettement les raisons immédiates et le détail, mais sa signi-

fication, nous pouvons la discerner clairement : *c'est une étape décisive vers la fascisation de l'Etat né de l'héroïsme des combattants d'Octobre.* Et, nous tournant vers les auteurs et les complices, nous leur posons la seule question valable pour les révolutionnaires prolétariens :

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre?

◇◇◇

L'ensemble s'éclaire d'une lumière plus accablante encore quand on considère que ce n'est pas terminé, que les arrestations et les suicides continuent au cœur même de l'appareil stalinien comme si l'on voulait éliminer physiquement toute la vieille génération, — et que tout est centré autour de la personne, autour du fantôme de Trotski.

Rayé de l'histoire officielle par une impudente falsification de la réalité, exilé, pourchassé, isolé, malade, le diable demeure terriblement vivant malgré tous les efforts, toutes les calomnies, tous les complots et tous les pièges. Et, tant qu'il est vivant, la tradition d'Octobre demeure malgré tout terriblement vivante. En dehors même de la lutte pour laquelle il est toujours prêt, le vieil insurgé, qu'on n'a pas osé détruire quand on le tenait, demeure un symbole insupportable et, pour beaucoup, en Russie et dans tout l'univers, le visage même de leur remords.

Il importe donc qu'il disparaisse au plus tôt. Si l'on ne parvient pas à le supprimer physiquement, il faut au moins l'annihiler moralement. Ceux qui méprisent bien les hommes croient que le mensonge le plus grossier, le plus grotesque, ils pourront le faire passer pour la vérité à condition seulement de le soutenir avec assez d'effronterie. Et pourquoi pas la bouffonnerie la plus énorme ? Pourquoi pas Trotski, le créateur de l'armée rouge, l'organisateur de la victoire, pourquoi pas Trotski agent de la Gestapo hitlérienne ? Evidemment il n'est pas question, pour les fabricants d'une telle imbécile infamie, d'y apporter le moindre crédit. Il s'agit seulement de la hurler avec des voix si résolues que les prolétaires n'aient pas l'audace de la mettre en doute : et alors *elle sera vraie.* C'est ainsi qu'on a lu, jour après jour, les déclarations, articles, confessions, des inculpés d'abord et ensuite de tous ceux qui étaient suspects ou qui risquaient d'être suspectés, répétant inlassablement la leçon injurieuse et monotone : « C'est Lui, c'est Lui, c'est Lui! » — les anciens amis se distinguant seulement par de plus bas outrages et par un ton plus cafard de repentis professionnels d'Armée du Salut.

Nous ne sommes pas politiquement des trotskistes. Mais cette obsession du trotskisme, qui a dominé et qui continue à dominer l'affaire, signe l'opération et en révèle le sens exact : *il faut détruire ce qui demeure d'Octobre,* sauf l'idolâtrie pétrifiée.

Celle-ci, on la conserve religieusement, car elle est déjà la mort et la pourriture de l'esprit révolutionnaire. Mais si Lénine ressuscitait, qui s'était permis dans son « Testament » de conseiller qu'on remplace Staline au secrétariat du parti par « quelqu'un de plus patient, de plus loyal, de plus poli et de plus soucieux des camarades, de moins capricieux aussi... », Lénine ne mériterait évidemment que les honneurs d'une charrette particulière. Cependant, puisqu'il est heureusement disparu et qu'on détient les clefs de son mausolée, c'est contre l'autre mainteneur de la tradition d'Octobre qu'il faut masser les coups, c'est Trotski qu'il faut abattre. Et ce qu'il faut abattre dans la figure symbolique de Trotski, c'est, nous le répétons, ce qui s'oppose encore à la fascisation de l'Etat russe.

« La Révolution russe se défend », imprime l'*Humanité* en caractères d'affiches. Non, et quand la Révolution reprendra là-bas force et vie, elle se défendra par d'autres moyens. Mais l'Etat qui est né d'elle se défend, en effet. Nous qui ne sommes pas attachés au nationalisme du pays où nous sommes nés, nous qui « n'aimons pas notre patrie » — parce que nous savons qu'aimer sa patrie, à l'époque actuelle, c'est aimer et aider les maîtres qui exploitent leur peuple, qui l'excitent contre les autres peuples, qui l'empêchent de s'émanciper —, nous qui ne sommes attachés qu'à l'émancipation de la classe ouvrière internationale, nous dénonçons l'odieuse comédie du procès de Moscou comme la trahison de la Révolution.

◇◇◇

Nous dénonçons encore une autre manœuvre, directement dirigée contre le prolétariat de ce pays.

Tous les complices de l'opération à laquelle vient de procéder la bureaucratie stalinienne répètent infatigablement les mêmes injures, les mêmes menaces contre quiconque hésite à glorifier les fusillades de Moscou : un intensif bourrage de crânes doit amener les travailleurs français à renoncer à penser par eux-mêmes, les persuader que le catéchisme est sacré et que, s'ils s'en écartent d'une seule ligne, d'un seul mot, ils deviendront aussitôt des renégats et des traîtres. Le procédé publicitaire pour la propagation du conformisme n'est pas inventé d'hier. Il est malheureusement de plus en plus employé, avec une efficacité de plus en plus redoutable.

D'honnêtes camarades ainsi suggestionnés craignent sans doute, s'ils bronchent, de tomber automatiquement dans le camp de la contre-révolution. Nous leur disons seulement : « Jusqu'où descendrez-vous ? C'est dès aujourd'hui que vous travaillez, en fait, contre la révolution sociale. Vous voilà au point où les socialistes félons, les anarchistes de défense nationale, les syndicalistes d'union sacrée étaient tombés au lendemain de la déclaration de guerre, en août 1914. Ceux-là, du moins, avaient attendu, pour se renier, que la guerre ait emporté toutes les digues. Où serez-vous demain ? »

Mais aux chefs à tout faire qui chloroforment le prolétariat, nous devons parler autrement : « Votre tactique d'intimidation, d'enthousiasme de troupeau et de mensonge par persuasion, nous la connaissons : elle est la méthode même et l'A B C du fascisme. Et elle est la négation directe de la révolution ouvrière. Pour instituer une société d'hommes libres, la révolution ne s'adresse qu'à la conscience et à la volonté réfléchie de l'homme, elle ne commence pas par transformer ses militants en esclaves. Votre « grande politique » où d'imbéciles flatteries s'assaisonnent de sourdes menaces, cette épaisse fourberie, héritée des politicailleurs bourgeois, ne nous effraie ni ne nous trouble. Vous dites que nous nous rencontrons dans nos critiques avec un Doriot ? La canaillerie de cet aventurier, formé

et corrompu à votre école, ne tient pas aux arguments qu'il utilise, mais à l'usage qu'il en fait : ainsi il reste de votre famille, gardez-le. C'est nous qui vous méprisons. C'est nous qui dénonçons en vous les fossoyeurs de la révolution sociale. »

Mais les fossoyeurs disparaîtront et la révolution sociale s'accomplira. Nous savons que nous sommes peu nombreux. Quelques-uns d'entre nous ont lutté dès août 1914 contre la guerre impérialiste : ils étaient alors moins nombreux et plus faibles que nous ne le sommes aujourd'hui. Pourtant ils n'ont pas désespéré et ils ont vu Zimmerwald, la Révolution d'Octobre et le réveil des hommes. Fidèles à la Révolution d'Octobre, nous pouvons nous sentir aujourd'hui déshonorés par des parodies funèbres qui osent se réclamer d'elle : nous ne désespérons aucunement. La justice prolétarienne, la liberté humaine ne succomberont pas à des commérages de gendelettres vaniteux, à des manœuvres de politiciens sans scrupules. Mais pour que l'émancipation ouvrière s'accomplisse sur la déroute du vieux monde, c'est nous qui opposons aujourd'hui à ces manœuvriers et à ces menteurs notre accusation sans merci :

Qu'avez-vous fait de la Révolution d'Octobre?

Marcel MARTINET.

AUTOUR D'UN CRIME

4 septembre 1936.

Staline continue à décimer *son* parti. Depuis que je vous envoyais mes dernières notes, les arrestations ont continué dans tous les milieux. Et rappelons-nous qu'il faut multiplier en cette matière par 10 ou 20 — et quelquefois par 100 ! — les données de la presse soviétique. Donc : arrestations de généraux rouges : Putna, attaché militaire à Londres; Chopochnikov, directeur de l'Ecole supérieure de guerre; Schmidt, légendaire personnage de guerre civile en Ukraine; d'autres que l'on ne nomme pas. Inculpation d'anciens chefs de l'armée rouge comme Kliavs Kliavine. Epuration policière des milieux littéraires. Les écrivains assemblés s'épurent eux-mêmes, dénoncent leurs amis, approuvent hautement contre eux-mêmes les pires mesures de la répression. Chassés du syndicat des écrivains après d'immondes comédies, auparavant coffrés du reste, Tarassov-Rodionov (l'auteur de *Chocolat* et de *Mémoires* publiés naguère par l'*Huma*); Galina Sérébriakova, auteur d'un beau livre sur les *Femmes de la Révolution française* et terriblement coupable... Jugez-en : elle fut la femme du vieux bolchévik Sérébriakov, ancien secrétaire du Comité central, aujourd'hui en prison et qui n'en sortira vraisemblablement plus. Egalement exclu et coffré l'écrivain Ivan Kataev, un bon écrivain qui venait d'écrire quelque papier inqualifiable pour approuver les exécutions. Il se sentait suspect lui-même, on l'arrêta le lendemain; on l'accuse de trotskisme. Le secrétaire de Radek, — Tivel, — est arrêté. Il fut le secrétaire de Zinoviev, autrefois, vous comprenez ? On découvre des foyers trotskistes dans tous les coins du Caucase, à Rybinsk, à Penza, à Tchéliabinsk; on en découvre à Kiev, à Moscou, à Léningrad; toujours dans l'appareil du parti, où règne en vérité, pourtant, le punaisisme intégral le plus sûr...

Cette vague de terreur asiatique s'abat sur des gens à plat sans rencontrer l'ombre d'une réprobation. Et qui *oserait* murmurer ? L'écrivain Nikitine exprime « son émotion lyrique » à l'audition de l'acte d'accusation du sous-Fouquier-Tinville de Moscou. Les enfants de huit ans remercient Staline d'avoir fusillé des « chiens enragés » qui furent les plus vieux compagnons de Lénine. Les paysans des kolkhozes lui écrivent : « Notre père bien-aimé et grand, merci », etc... La *Pravda*, dans un poème publié le 28 août, lui attribue la création de l'homme, la fécondité du sol, le printemps, « ô Staline, soleil qui se reflète dans des millions de cœurs... » On lit ces choses avec effroi, avec colère, avec dégoût, on n'en croirait pas ses yeux si ce n'était encore au-dessous de la vérité vécue...

Les contours du crime se précisent. Et d'abord la préméditation se révèle. Nous ne comprîmes pas, en 1935, la soudaine élimination du secrétaire de l'Exécutif de l'U.R.S.S., Aveli Enoukidzé, vieux bolchévik honnête — et fidèlement stalinien — qui remplissait ces fonctions *depuis 1918*. Il fut chassé du parti, tout son entourage — des centaines de personnes — emprisonné ou déporté, sans raisons politiques ni autres visibles. En même temps était dissoute l'Association des Vieux Bolcheviks. Maintenant, tout s'éclaire. Serviteur fidèle, sûr et docile autant que le chef génial le pouvait souhaiter, Enoukidzé pouvait pourtant se rebiffer en recevant l'ordre téléphonique de repousser le recours en grâce des vieux chefs du parti, ses amis personnels depuis de longues années. Il n'était pas sûr à ce point-là! Les vieux bolcheviks, quelques-uns du moins, eussent pu — oh, sans grand bruit! — faire des objections au massacre des vieux bolcheviks. Le chef a tout prévu.

Autre forme de préméditation : la précipitation. Le procès a eu lieu l'été, dans la période des vacances. Annoncé le 14 août, il se termine le 25 août par l'exécution des seize. De fait, aucune intervention efficace n'a été possible, le monde ouvrier s'est trouvé devant le fait accompli, je veux dire la flaque de sang et Staline souriant qui se lave les mains.

De l'énigme psychologique des aveux de complaisance, nous reparlerons. Il n'y a pas d'énigme pour qui connaît ces hommes, desquels on a pu tout exiger au nom de l'intérêt supérieur du parti, desquels on a pu tout obtenir en les prenant par le dévouement au fétiche-parti, et qui n'ont compris qu'ils étaient roulés qu'en descendant dans la cave aux exécutions. Peu de combattants des révolutions sont morts avec une aussi effroyable amertume dans l'âme. — La criante fausseté des accusations, sur quoi nous reviendrons aussi, exigeait une complaisance totale des accusés et l'absence de tout semblant de défense. Un accusé (Berman-Yourine) dit avoir eu à Copenhague un entretien privé avec Trotski qui lui aurait recommandé de supprimer Staline. Le

plus borné des avocats n'eût pas manqué d'inviter l'accusé à préciser les circonstances vérifiables de l'entretien : décrivez l'hôtel, la pièce, l'entourage, donnez un détail matériel. Il ne fallait donc pas d'avocats au procès, sous aucun prétexte. Il n'y en eut pas...

N'empêche que la thèse de l'accusation demeure invraisemblable même là où elle n'atteint pas à la contre-vérité flagrante. En admettant même que Zinoviev et d'autres eussent rêvé la suppression de Staline (et ce n'est pas ce que je vois d'invraisemblable dans tout ceci), quel besoin avaient-ils de recevoir à ce sujet des directives de l'Exilé, leur vieil adversaire ? Nous connaissons tous l'énorme susceptibilité personnelle de Zinoviev qui se crut toujours un chef et toujours voulut diriger, faire sa politique, sans écouter de conseils. (Il l'a payé assez cher...) Sur un autre point capital, l'accusation s'échafaude sur une contre-vérité flagrante et même insoutenable : les directives défaitistes de Trotski en cas de guerre. Bien entendu, aucune preuve matérielle n'en est donnée, aucune discussion ne s'engage sur les allégations du procureur et des fusillés de demain qui renchérissent sur le procureur. Mais qui ne sait que l'intransigeance absolue de Trotski dans la question de la défense de l'U.R.S.S. l'a amené à rompre avec nombre de ses plus fidèles camarades ?

L'accusation de terrorisme était nécessaire parce qu'elle était la seule qui permît de fusiller des accusés, d'exploiter une nouvelle fois l'affaire Kirov et d'atteindre Trotski dans son exil. Constatons ce fait incroyable : Staline aux mains rouges réussit (peu importe le concours que lui ont prêté quelques fascistes norvégiens) à obtenir d'un gouvernement travailliste, dans une des démocraties de l'Europe les plus propres et les plus réelles au sens traditionnel du mot, l'internement de Trotski ! Il faut espérer que ce scandale tout de même assez déshonorant ne va pas s'éterniser. En publiant ses articles et ses livres, Trotski n'a rien fait de plus que ce que font à Paris et à Prague Kérensky et d'autres; des émigrés russes, italiens et allemands publient dans divers pays des journaux d'opposition à leurs gouvernements respectifs. Et nul ne songe à y objecter, et si on tentait de leur retirer cette liberté, il faudrait bien reconnaître là l'étranglement d'une vieille liberté reconnue par le droit et les usages internationaux; mais Trotski ne pourrait pas, de Norvège, collaborer à un bulletin de la IVe Internationale ? Il se trouverait un gouvernement démocratique pour instituer pour le seul survivant d'entre les chefs de la révolution d'Octobre un petit camp de concentration individuel ?

...A d'autres hommes, je pense avec plus d'angoisse encore, car ils sont menacés dans leurs vies et n'ont aucun espoir réel de salut, — et n'ont devant eux que la perspective de l'écrasement lent ou de l'étranglement brusque. Que deviennent en ce moment les quelque cinq cents opposants authentiques que l'on ne pourra pas faire comparaître devant des tribunaux parce qu'ils s'y feraient accusateurs, et que l'on ne peut pas accuser de complicité dans l'affaire Kirov (1934) puisqu'ils sont en captivité depuis 1928 ? On les somme de se désolidariser de « Trotski-Gestapo », pour briser leurs dernières forces; ils ne peuvent répondre, en définitive, que par le mot héroïque de Cambronne et tout devient dès lors permis contre eux puisqu'on les peut qualifier de complices politiques de la Gestapo, du terrorisme, du défaitisme, de la trahison, etc... Comprenez-vous le mécanisme du guet-apens ? Quelles grèves de la faim désespérées font-ils en ce moment dans les ténèbres, le silence et l'oubli ?

Il n'y a nulle exagération à l'écrire : les Sapronov, Vladimir Smirnov, Vladimir Kossior, Boris et Victor Eltsine, Pankratov, Iakovine, Dingelstedt, Alexandra Bronstein, Pevzner, Dvinski, Volkov, Papermeister, Marie Ioffé — et tant et tant d'autres — sont en péril mortel, non moins que les quelques vieux bolcheviks et combattants de guerre civile que l'on se prépare ouvertement à fusiller, comme Galvski, Grunstein, Schmidt, Putna, Sokolnikov, Sérébriakov (tous accusés de « terrorisme »). Il faut le bien savoir, car le savoir, cela dicte un devoir.

Victor Serge.

Déclaration de B. Souvarine

Mis en cause au procès de Moscou, B. Souvarine a fait la déclaration suivante :

« A quelque bord qu'il appartienne, tout homme normal, honnête et tant soit peu informé des affaires politiques de Russie sait que les allégations produites au procès de Moscou par les accusés comme par les accusateurs ne méritent aucune créance. D'ailleurs, elles viennent d'une seule et même source : la Guépéou.

Si quelqu'un avait pu conserver à cet égard le moindre doute, il l'eût perdu en apprenant ma mise en cause à l'audience du 19 août. En effet, j'ai cessé toute relation avec Zinoviev dès 1924, c'est-à-dire depuis douze ans, et avec Trotski en 1929. Ni l'un, ni l'autre, n'ont tenté de renouer des rapports avec moi. Et l'un, et l'autre, me connaissant, savaient mon opposition irréductible et définitive à *leur* bolchévisme, trop apparenté au bolchévisme de Staline.

Au surplus, les inventions extravagantes relatives à mon prétendu rôle ont disparu du compte rendu simili-sténographique officiel (*Pravda* et *Izviestia* du 21 août). Il faut croire que le maître de l'heure, à Moscou, les a jugées maladroites ou fâcheuses, en tout cas inutiles au succès de la machination policière qui vient d'aboutir à l'assassinat de seize innocents.

Car de toute évidence, les inculpés connus étaient innocents des crimes imaginaires dont ils se sont chargés eux-mêmes sous menace de mort ou de torture et promesse de vie sauve. Quant aux inculpés inconnus, ils ne pouvaient être que des instruments de la Tchéka-Guépéou, ou ses victimes.

Leurs « aveux » frénétiques ne les ont pas préservés, en dépit des engagements pris dans le secret de « l'instruction ». Il faut donc croire que Staline a grand'peur de quelque chose et grand besoin de terroriser quelqu'un.

Aucun des actes criminels évoqués au procès, somme toute, n'a été commis, sauf en 1934 le seul meurtre de Kirov dont la Guépéou est entièrement responsable et que 117 individus, dont 116 innocents, ont déjà payé de leur vie. Or, ce fut l'attentat isolé d'un isolé. Il a révélé dans les milieux communistes non-conformistes un état d'esprit désespéré, non une organisation. Les 117 exécutions capitales qui ont suivi, auxquelles s'ajoutent maintenant 16 mises à mort plus 1 suicide, ne peuvent prouver qu'une chose : les terroristes en Russie sont au pouvoir et non dans les rangs.

Etant donné l'indifférence de l'opinion publique occidentale, on doit s'attendre, hélas ! à de nouveaux soi-disant procès, à de nouveaux prétendus aveux, suivis de nouveaux massacres.

Une comédie, du sang et... de la lâcheté

Dans la mare de béatitude qu'ont créée en Occident les adulateurs du tsar rouge, l'affaire Kirov avait déjà fait l'effet d'un pavé aussi désagréable qu'inattendu. Vingt mois ont passé et un nouveau choc vient ébranler brutalement la foi des croyants au paradis soviétique.

Les faits

C'est l'article de tête des *Izviestia* du 12 août qui rompt la tranquillité apparente du pays; on y remémore d'une façon inattendue l'action néfaste, contre-révolutionnaire, hypocrite, etc., des Zinoviev, Kaméniev, Trotski et autres.

Dans les journaux du 15, une information de l'agence soviétique « Tass » annonce, pour le 19 août, l'ouverture d'un procès de seize terroristes contre-révolutionnaires, dont les anciens chefs de l'opposition zinovievo-trotskiste.

Tous les journaux des 15-16-17-18-19 et 20 août regorgent d'articles, de tous les coins du pays, réclamant le châtiment des accusés et d'informations relatant la découverte de nombreux « nids » provinciaux de traîtres et de contre-révolutionnaires, tant au sein du parti qu'en dehors.

Voici quelques titres d'articles donnant une idée du ton :

— *Nous exigeons un châtiment sévère.*

— *Il faut en finir avec la bande zinovievo-trotskiste.*

— *Pas de pitié pour les ennemis du peuple!*

— *Ne pas les laisser empoisonner notre vie heureuse !*

— *Fusiller les assassins !*

— *Les savants exigent que les terroristes soient fusillés.*

— *Anéantir les canailles !*

— *Détruire les reptiles !*

— *Staline — notre cerveau, notre cœur, notre âme ! Défendons-le jusqu'au bout !*

Etc...

Notons que cette campagne se développe alors que ni l'acte d'accusation ni les détails de l'affaire ne sont connus. Il semblerait vraiment, à voir cet ensemble, que tout le pays n'est qu'une scène de théâtre dont on vient de lever le rideau.

Le 19, première séance; le procès est public, mais le contrôle est très sévère pour les quelques spectateurs qui doivent être munis de laissez-passer renouvelés quotidiennement. Le Collège militaire du tribunal suprême de l'Union (jury composé de trois officiers supérieurs) tient ses assises à Moscou, dans la grande salle de la Maison dite « des syndicats ».

Les journaux du 20 publient l'acte d'accusation lu la veille par le procureur de l'Union, Vychinski :

La Guépéou aurait découvert un Centre zinovievo-trotskiste dont le but était la conquête du pouvoir par des actes terroristes contre les chefs du parti et du gouvernement.

Ce centre — composé de Zinoviev, Kaméniev et Ievdokimov, pour les zinovievistes, et de I.N. Smirnov, Ter-Vaganiane et Mratchkovski, pour les trotskistes — aurait organisé des groupes de terroristes et préparé l'assassinat de Staline, Vorochilov, Jdanov, Kaganovitch, Kossior, Ordjonikidzé et Postychev (toute la garde stalinienne).

L'assassinat de Kirov, en décembre 1934, aurait été accompli sur les directives de Trotski et Zinoviev et sous la direction de l'accusé Bakaiev.

Les neuf autres accusés sont : Dreitser, Reingold, Pikel, Goltsmann, David Fritz, Bermann-Yourine, V. P. Olberg, M. Lourié et N. Lourié.

L'enquête aurait également prouvé la culpabilité, comme chef du complot, de Trotski, qui aurait dépêché des agents terroristes en U.R.S.S. par l'intermédiaire de son fils Siédov.

Enfin l'acte fait ressortir les liens qui auraient existé entre les accusés, la Gestapo et des personnages du parti national-socialiste allemand; puis signale qu'une enquête est en cours touchant treize autres personnes : Guertik, Grinberg, Gavène, Kariev, Kouzmitchev, Konstante, Matorine, P. Olberg, Radine, Safonova, Faïvilovitch, Schmidt et Estermann.

Pendant cinq jours, du 19 au 23, les accusés, qui avaient refusé le concours d'avocats, font l'apologie du régime contre lequel ils conspiraient, exaltent les mérites de leur bourreau, chargent Trotski, dénoncent d'autres coupables, s'accusent entre eux et, par leurs aveux et leur repentir, ajoutent encore à l'acte d'accusation.

Dans le même temps, les anciens chefs oppositionnels en liberté : Piatakov, Radek et Rakovski chargent de la façon la plus vile leurs camarades accusés.

Piatakov, celui en qui Lénine voyait une des deux gloires futures du parti — honneur qu'il partageait avec Boukharine — Piatakov, l'ancien bras droit de Trotski et l'actuel commissaire adjoint à l'industrie lourde, écrit, dans la *Pravda* du 21, sous le titre :

« DÉTRUISONS SANS PITIÉ
LES LACHES ASSASSINS ET LES TRAITRES »

...Il est prouvé que Trotski est l'âme de tous ces complots, que c'est lui et son fils qui organisèrent le lâche assassinat de notre grand Kirov. La réfutation parue dans la presse norvégienne n'est qu'un mensonge et une insolence sans exemple de cet aventurier déchu... C'est parce que l'histoire a montré que Staline avait raison contre eux que ces lâches, ces misérables ont décidé d'assassiner nos chefs... L'histoire ne connaît aucun exemple d'une telle scélératesse. Le langage humain n'a pas de mots assez forts pour stigmatiser comme il convient ces lâches bandits, ces peureux, ces méprisables criminels, ces assassins de coin de rue... Ces bandits, inspirés de l'étranger par Trotski, sont pleins d'une haine farouche contre notre Parti victorieux et ses chefs... Ils sont tombés, dans la provocation, le mensonge et l'hypocrisie, plus bas qu'Azev et Malinovski (célèbres provocateurs sous le tsarisme)... Quelle honte pour moi de penser que j'ai, en 1925-27, suivi ces bandits... Il ne faut pas s'étonner que dans cette sombre affaire, ils se soient alliés aux blancs, aux fascistes et à la Gestapo... Ils sont des agents du fascisme dans sa lutte contre la classe ouvrière... Ce sont des hommes n'ayant plus rien d'humain. Il faut les détruire, comme on fait des cadavres qui empoisonnent l'air, l'air pur de notre Union Soviétique... Heureusement que la Guépéou a découvert cette bande. Heureusement qu'on pourra maintenant la détruire, etc...

Radek, le « brillant » journaliste, l'ancien « œil de Moscou » du mouvement communiste allemand, écrit, dans les *Izviestia* du 21, sous le titre :

« LA BANDE FASCISTE ZINOVIEVO-TROTSKISTE ET SON HETMAN : TROTSKI »

... Le chef-bandit Trotski, organisateur de l'assassinat des meilleurs fils du prolétariat, ne pourra pas laver le sang qui souille ses mains... L'assassinat du chef génial des peuples de l'Union, Staline, conduirait directement à la guerre et au fascisme... Ils (les accusés) sont l'avant-garde de la contre-révolution internationale. Ils sont des fascistes et œuvraient pour le fascisme polonais, allemand et japonais... Ils sont tombés si bas qu'on ne peut se rappeler leurs noms sans dégoût... Le chef-bandit fasciste, le bandit sanguinaire, le fou sanguinaire, le contre-révolutionnaire petit-bourgeois... (Tout cela s'adresse à Trotski.)

Le jury prolétarien rendra, contre les bandits sanguinaires, un verdict qu'ils ont cent fois mérité. Ceux qui ont levé la main sur les chefs aimés du prolétariat doivent payer de leur tête un tel crime, etc...

Rakovski, le grand ami personnel de Trotski, l'ancien ambassadeur des Soviets à Paris, actuellement directeur de la section scientifique du Commissariat de la Santé publique, écrit, dans la *Pravda* du 21, sous le titre :

« PAS DE PITIÉ »

L'annonce de cette nouvelle éveille un sentiment de sympathie illimitée pour le chef aimé du prolétariat, le camarade Staline; et suscite un profond dégoût et une grande colère contre les lâches assassins.

A ces sentiments, s'ajoutent chez moi, une honte et un remords brûlant d'avoir appartenu autrefois à une opposition dont les chefs sont devenus des contre-révolutionnaires, des assassins, des chefs qui mènent leurs émules à la dégradation politique et morale... Ce sont eux (les accusés) qui préparaient la plus terrible catastrophe (l'assassinat de Staline) qu'auraient eu à subir l'U.R.S.S et le mouvement ouvrier mondial... Ils ont rejoint le camp des fascistes... Mais il est un personnage que l'on retrouve partout, personnage dont les mains ensanglantées tiennent les fils de l'organisation terroriste, personnage qui ne figurera pas au procès, mais qui pourtant, le premier de tous, devrait être cloué au pilori. Je parle de Trotski.

Trotski est un aventurier politique, un misérable, un scélérat... Moi, ancien ami personnel de Trotski, j'en appelle à tous ceux, à l'étranger, qui ont pu conserver quelque sympathie pour lui et je leur dis :

« Eloignez-vous de cet homme, dont les mains sont tachées du sang généreux de Kirov.

« Eloignez-vous de l'allié de la Gestapo. »... Pour les assassins de Kirov, pour les organisateurs d'attentats contre notre chef aimé et contre les dirigeants du parti et du gouvernement, pour les trotskistes, agents de la Gestapo allemande, il ne doit pas y avoir de pitié : il faut les fusiller.

Le lendemain de la parution de ces articles, c'est-à-dire le 22, la presse signale que le procureur Vychinski, sur les indications des accusés, a fait arrêter deux autres anciens oppositionnels de marque : Sokolnikov, ancien ambassadeur des Soviets à Londres, et Sérébriakov. Quant à Tomski, Rykov, Boukharine, Ouglanov, Radek et Piatakov, que certains accusés avaient également dénoncés, leur sort dépendra de l'enquête qui est en cours.

La campagne de presse, elle, n'attend même pas les résultats de l'enquête; elle s'empare des nouveaux noms. Les rédacteurs jouent là comme aux courses. Une carrière est au bout pour chacun d'eux.

Le 23, coup de théâtre que la presse soviétique étouffe : Tomski, une des plus fortes personnalités de la « vieille garde » bolchevique, s'est suicidé.

Le même jour, en réponse à un télégramme — pourtant bien prudent — des présidents des Internationales socialiste et syndicale, la *Pravda* traite ses auteurs de défenseurs « du fascisme et de ses agents stipendiés ».

Le long et violent réquisitoire de Vychinski, menchévik rallié, ne fait que répéter l'acte d'accusation. Reprenant le vers principal d'une « poésie » parue en première page des *Izviestia* du 21 — poésie dans laquelle une jeune fille, élève d'un lycée de Stalino, exprimait aux accusés son sentiment par un :

« Pour vous un seul jugement: Comme des chiens vous fusiller ! »

le procureur, qui a l'âme moins douce, clôture son discours ainsi : « *Ces chiens enragés, je demande qu'on les fusille... tous, jusqu'au dernier !* » (*Pravda* du 23).

Alors, les seize accusés, qui n'avaient cessé de plaider coupable, renoncent à présenter leur défense. Dans une dernière déclaration, ils approuvent le réquisitoire, renouvellent l'apologie du régime qui les écrase, et remercient même Vychinski d'avoir requis « la seule sentence convenable ».

A deux heures et demie du matin, le 24, le jury rend son verdict, les condamnant à être fusillés.

La *Pravda* du 25, par une note laconique en dernière page, nous apprend que le présidium du Comité Central Exécutif de l'Union ayant refusé la grâce que lui avaient demandée les condamnés, la sentence a été exécutée.

Seize balles de revolver dans la nuque, au fond d'un couloir de la prison intérieure de la Guépéou, terminaient cette affaire, tandis qu'une campagne de presse intense atteignait son plus haut point, faisant croire que tout un peuple, les paysans, les ouvriers, les enfants mêmes, au paroxysme d'une colère justifiée, avaient exigé les seize cadavres.

Et maintenant, un grand nettoyage commence, on découvre des soi-disant nids trotskistes un peu partout. C'est l'heure du règlement de comptes pour ceux qui ont commis quelque imprudence de langage pendant ces deux dernières années. C'est le moment propice pour ceux qui, à tous les degrés, veulent faire une carrière rapide. La délation bat son plein, les « nettoyeurs » travaillent, les prisons se remplissent et un tas de pauvres inconnus sont « supprimés » sans procès, sans bruit.

Ne nous attardons pas à relever le côté formel de cette affaire; tout le monde sait qu'aucune preuve tangible n'a été fournie et qu'aucun document n'a été présenté contre les accusés. Les seules preuves sont leurs aveux si disciplinés. Ils n'avaient que l'intention de tuer, se sont repentis et on les fusille. Pas un seul témoin à décharge et combien de faits bizarres et improbables : Ce socialiste de gauche, Weiss, présenté comme agent d'Hitler et de Himler dès 1931, c'est-à-dire deux ans avant l'avènement d'Hitler et la formation de la Gestapo. Le vieux Smirnov I. N. transformé en exécuteur des « ordres » du jeune fils de Trotski, Siédov. L'accusation du même Smirnov d'avoir organisé l'assassinat de Kirov en 1934, alors qu'il était en prison depuis 1932. Ces jeunes israélites, inconnus jusque-là, tantôt agents de la Gestapo antisémite, tantôt sui-

vant les traces de Staline un revolver en poche pendant des mois sans pouvoir atteindre leur proie et sans être inquiétés, etc...

On voudrait douter, mais la présence d'un public restreint et de quelques journalistes étrangers ne le permet pas. Le procès a bien eu lieu et la conduite des accusés est bien celle qu'on a relatée.

Alors cet ensemble de faits déconcerte, chaque détail nous ahurit. Pourquoi cette comédie ? Pourquoi ce sang ? Pourquoi cette lâcheté ?

La trop fameuse « âme slave » ne peut même pas nous aider à comprendre, puisque ni le bourreau, ni les seize fusillés (à part deux ou trois) ne sont des Slaves.

Essayons tout de même de percer ces mystères.

Pourquoi Staline a-t-il monté cette affaire ?

D'aucuns sont tentés de voir là une lutte entre le destructeur de la révolution et ses derniers défenseurs; mais c'est simplifier les choses et surtout fausser la réalité.

Dans le procès, deux faits dominent :

1° La grandeur et le nombre des moyens mis en œuvre pour représenter les attentats politiques comme des actes soudoyés par l'ennemi : l'Allemagne; en un mot comme une trahison envers la patrie;

2° La froide résolution chez Staline de détruire physiquement ses anciens rivaux, pourtant déjà réduits à l'ombre d'eux-mêmes.

Si le deuxième fait peut apparaître comme une « aubaine » pour le dictateur, le premier ne peut être qu'une nécessité. On ne met en scène des actes terroristes que pour faire dévier une vague réelle. Cette vague monte en U.R.S.S et c'est elle qui est la cause initiale du procès.

Les années de collectivisation forcée, d'industrialisation forcenée, de pouvoir absolu et de répression impitoyable ont amoncelé beaucoup de misère et de colère. Le Russe peut supporter beaucoup, mais il a des traditions de lutte héroïque.

Derrière le décor officiel du pays, de nombreux poings se serrent de colère contenue, des yeux brillent du désir de révolte et bien des cerveaux cherchent, solitairement, les moyens de délivrer le pays. Une seule idée germe, la même partout : supprimer l'oppresseur. Dans le pays de la Guépéou aucune autre voie n'est donnée.

C'est ainsi qu'un terrain favorable aux attentats individuels s'est formé.

Ceci n'est pas de la littérature; ces « poings » et ces « yeux » nous les connaissons bien. C'est ce kolkhozien qui, sur la rumeur d'un désaccord entre Staline et Vorochilov, manifestait son espoir par un : « *Mais il ne pouvait donc pas* LUI *fiche une balle dans la peau* »; c'est ce vieil ouvrier chaudronnier qui concluait un petit aperçu de la situation des travailleurs par un : « *Ah, si je* LES *tenais !* » accompagné d'un geste expressif; ce sont les consciences brimées que nous avons connues et ce sont encore les précautions infinies qu'*il* prend depuis des années lorsqu'il se montre en public.

Remarquez qu'on ne dit jamais que : *il, lui* ou *les;* mais tout le monde sait de qui il s'agit.

Qui veut comprendre la Russie révolutionnaire ne doit jamais oublier la lutte épique des terroristes de la fin du siècle dernier.

Staline, lui, ne l'oublie pas; isolé et gardé autant qu'a pu l'être le tsar de toutes les Russies et connaissant l'atmosphère qui l'entoure, il tente d'enrayer la vague montante par un procès de soi-disant terroristes vendus à l'étranger.

Il faut effrayer les amateurs, à la fois par la peur d'une répression impitoyable, et en donnant aux attentats une allure contre-révolutionnaire et antipatriotique.

C'est sur cette raison que sont venus se greffer d'autres mobiles :

a) La haine implacable contre les anciens concurrents vaincus, y compris Trotski, qui ne doit son salut qu'au refus du gouvernement norvégien de le livrer.

Ce n'est pas la première fois qu'un homme au pouvoir profite d'une « affaire » pour se débarrasser de ses rivaux, mais c'est la première que les « chefs » de la révolution d'octobre se suppriment entre eux; les témoins disparaissent.

Il y eut beaucoup d'assassinats chez ceux qui se partagèrent, au cours des siècles, le pouvoir sur le peuple russe; mais Staline dépasse tous ses prédécesseurs;

b) La préparation psychologique de la guerre contre l'Allemagne dont la Gestapo organiserait des attentats en U.R.S.S.;

c) Peut-être un désir de montrer aux gouvernements bourgeois, dont on recherche l'alliance, qu'on a complètement rompu avec la révolution;

d) Enfin une marque personnelle qui caractérise l'homme : La férocité est une force qui lui a jusqu'ici réussi.

En ajoutant seize cadavres aux *cent dix-neuf* de l'affaire Kirov, Staline prouve, une fois de plus, qu'il règne sur un volcan plus que sur un paradis, et qu'il est toujours celui dont « la main ne tremble pas ».

Ajoutons, pour être complet, qu'il n'a pu tenter ce coup que parce qu'il se sentait fort; fort de l'appui de la nouvelle classe privilégiée ou tout au moins de son indifférence.

La lâcheté des accusés

Tout d'abord rejetons de leur groupe ces agents louches, inconnus jusqu'ici, qui mangèrent peut-être à deux rateliers : celui de la Gestapo et celui de la Guépéou. Ce ne sont que de tristes provocateurs ayant eu la naïveté de croire aux promesses de la Loubianka (1).

Les explications qui suivent ne concernent que les autres : les anciens membres de la vieille garde bolchevique.

Ils ont tous autour de la cinquantaine et ont occupé des postes parmi les plus importants au moment de la révolution et après. C'est à tort que beaucoup les qualifient de ceux qui ont « fait la révolution »; non ce sont les ouvriers qui ont pris les usines et les paysans la terre; eux, avec les autres bolcheviks, n'ont fait que profiter de la situation pour prendre le pouvoir.

On exagère énormément en parlant de l'héroïsme des dirigeants bolcheviks. Pour beaucoup, ce n'était que du « cran » intéressé. Ils l'ont prouvé par la suite. Quant à nombre d'autres, l'exercice du pouvoir les a châtrés plus rapidement qu'on aurait pu le prévoir; ils

(1) Rue de Moscou sur laquelle se trouvent la direction et la prison intérieure de la Guépéou.

sont devenus, dans l'adversité, incapables d'héroïsme, même de simple courage.

La comparaison avec les jeunes fusillés de l'affaire Kirov, est très caractéristique; ceux-ci n'avaient qu'une trentaine d'années, ils n'ont dénoncé personne et n'ont pas adulé leur bourreau. Nikolaiev, celui qui tua Kirov (voir *R. P.*, numéros 189 et 190), était sans aucun doute un héros de la lignée des terroristes russes. Mais ceux-là, qui se sont reniés trois fois, qui ont vendu leurs amis et se sont aplatis devant le « maître » pour tenter de recouvrer une vie de demi-cadavres, ceux-là n'ont rien du héros.

Leur conduite au procès est d'ailleurs la preuve irréfutable de leur innocence. Qui croira jamais qu'ils aient pu organiser les attentats terroristes dont on les a accusés ? Le seul « crime » qu'ils ont été capables de commettre c'est que, ayant eu vent des actes héroïques et désespérés des émules de Nikolaiev, ils en aient parlé entre eux avec l'espoir d'une occasion inattendue de rejouer leur chance. Ils eussent accepté d'*utiliser*, de nouveau, *la situation pour reprendre le pouvoir.*

Certes, ils avaient subi cet épuisement moral, qui semble être le moyen classique de la nouvelle Inquisition, mais comme on regrette que cette énergie, dépensée à se diminuer publiquement, ils ne l'aient pas dépensée pour entrer dans l'Histoire en héros !

Quelle bombe c'eût été d'avoir crié bien haut, devant les quelques journalistes étrangers présents, la haine du nouvel esclavage. L'écho en aurait déferlé par le monde ouvrier, minant l'autorité usurpée du mouvement communiste. C'eût été un flambeau qu'auraient saisi tous les amis de la liberté. C'eût été l'attentat le plus efficace contre le dictateur.

Ils ont préféré croire en une grâce impossible et se laisser tromper une dernière fois !

Tout cela n'est pas qu'une faiblesse; c'est beaucoup plus grave : c'est le dernier chaînon de toute une pratique de fausseté et l'aboutissant d'une conception. Les exactions de la Guépéou ne datent pas de Staline, non plus que l'ostracisme bolchévique. Qui ne se rappelle qu'au temps où quelques-uns d'entre les accusés dirigeaient la IIIe Internationale, l'espionnage entre les diverses tendances régnait en maître ?

Il est des méthodes qui aboutissent au résultat contraire à celui poursuivi et qui tuent ceux qui s'en servent.

La pleutrerie des suspects

Que dire de la conduite des Radek, Piatakov, Rakovski et autres, eux qui n'attendent même pas la dernière extrémité pour se mettre à genoux ? Qu'on ne les tient pas seulement par la peur de la mort, mais encore par une place et un niveau de vie privilégié.

Radek était, il y a peu, en mission officielle en Pologne; Rakovski, au Japon et Boukharine à Paris. Ils retournent cependant là où ils servent de mannequins méprisables. Pourquoi ces anciens émigrés politiques craignent-ils tant l'émigration aujourd'hui? Serait-ce parce qu'elle ne peut leur donner qu'une petite vie à laquelle ils ne se considèrent plus aptes ? Nous le croyons.

Mais la presse occidentale est bien mal inspirée, qui fait croire que cette loque d'opposition sert de ralliement au peuple opprimé de l'U.R.S.S. Non, il faut qu'on le sache, ce n'est pas au nom du soi-disant trotskisme qu'on fait grève et qu'on se révolte. Il n'est que cette partie mécontente de la nouvelle classe privilégiée, celle qui paie les frais de la lutte pour les places, qui puisse encore tenir un tel drapeau. L'ouvrier et le paysan russes, eux, sont plus « immunisés » que les nôtres contre tous les politiciens. Ils ont fait l'expérience !

Le suicide de Tomski

Ancien ouvrier graveur-lithographe, Tomski était, parmi les membres dirigeants du parti bolchevik, le seul d'origine ouvrière. Il faisait aussi partie de ce bureau politique de l'époque léninienne dont deux membres seulement sont encore en vie (Staline et Trotski) et dont un seul a conservé le pouvoir.

Cet ancien chef des syndicats russes, qui oscilla parfois entre sa qualité d' « œil » du parti dans le mouvement syndical et celle de représentant des syndicats ouvriers au sein du bureau politique, était d'une autre trempe que les fusillés. Sa mort restera la seule lueur, dans cette semaine de sang et de lâcheté.

Il s'est suicidé ou... on l'a suicidé. Dans l'un comme dans l'autre cas ce ne peut être que pour n'avoir pas voulu se traîner aux pieds du bourreau et jouer la plus basse comédie d'hypocrisie et de lâcheté que connaisse le mouvement révolutionnaire russe.

Une certaine « mentalité de parti » l'a probablement empêché de faire le procès public de la tyrannie stalinienne, regrettons-le. Mais son suicide est tout de même le « non » retentissant d'une conscience, qui fera grandir le doute et peut-être germer la colère dans le cœur des révolutionnaires du monde.

Conclusion

L'idéologie et le mouvement bolchevistes viennent de recevoir un rude coup. Les conceptions étaient fausses puisque la pratique conduit là.

Un seul espoir : c'est que ce procès ouvre les yeux aux travailleurs occidentaux abusés. C'est qu'en même temps que Staline se forge un Consulat, la mystique de l'Union Soviétique disparaisse.

Et maintenant une tâche reste à entreprendre : celle de l'aide au peuple terrorisé de l'U.R.S.S. A côté des 16 fusillés de marque, il y a des milliers, des dizaines de milliers de travailleurs, héros inconnus, que la Guépéou tue sans aucune simagrée de justice. Des travailleurs qui n'avaient pourtant fait que travailler toute leur vie; non une fois ils prirent les armes pour se libérer; et une autre ils pensèrent avoir le droit de dire un peu de ce qu'ils pensaient.

Ce sont ceux-là, que tous, socialistes, communistes, anarchistes, syndicalistes disent défendre. Prouvons-le en formant, sur cette question, un front commun qui obligera le tyran à adoucir ses méthodes. La difficulté à surmonter est que d'aucuns tendent trop à faire servir l'occasion aux fins propres de leur propagande. Elle n'est pas insurmontable, je pense.

M. YVON.

P.-S. — La presse d'occident a été pleine, à la suite du procès, d'informations que nous ne mentionnons pas. Il vaut mieux attendre de les avoir pu contrôler; ceci évite de propager des « canards » et de dire bien des bêtises.

L'effondrement du principal témoignage

QUI EST OLBERG ?

Selon l'acte d'accusation, V. Olberg déclara qu'il entra en U.R.S.S. avec des instructions de Trotski, dans le but de mener une activité contre-révolutionnaire et, spécialement, l'assassinat de Staline. Une personne à qui aurait été confiée une mission si extraordinaire devrait non seulement être bien connue de Trotski, mais aussi avoir sa confiance absolue (en supposant pour un instant l'hypothèse que Trotski chercherait des gens pour commettre des actes terroristes). Cependant, le témoignage d'Olberg lui-même révèle qu'Olberg n'a jamais rencontré Trotski. Et non pas parce qu'il ne l'avait pas souhaité. Par un accident heureux, j'ai trouvé aujourd'hui dans une pile de mes vieux papiers, deux lettres concernant V. Olberg; et elles m'ont remémoré un épisode absolument insignifiant à l'époque, mais qui actuellement prend une grande importance politique.

Au début de 1930, je cherchais un secrétaire qui comprît le russe. Mes amis allemands Franz Pfemfert (un éditeur radical bien connu) et sa femme (traductrice de mon auto-biographie) reçurent une proposition du citoyen Letoon V. Olberg, de venir à Prinkipo comme mon secrétaire. Les Pfemfert invitèrent Olberg chez eux afin de se rendre compte quelle sorte de personne c'était. Le 1er avril 1930, Franz Pfemfert m'écrivait : « Olberg produit l'impression la plus défavorable et la plus indigne de confiance. » La lettre explique qu'Olberg, ancien staliniste, avait prétendu la veille avoir changé ses idées en faveur de l'opposition, et avait immédiatement posé certaines questions indiscrètes au sujet de l'opposition russe, Trotski, les conditions de sa vie, etc. « Nous ne devons pas, continuait Pfemfert, sous-estimer la clique de Staline. Ils ne s'arrêteront devant rien pour pénétrer nos rangs avec des mouchards. Il est possible qu'Olberg soit surtout un journaliste et non encore un agent direct de Staline. Mais c'est un type hystérique, arrogant et sans tact... Votre maison n'est pas une place pour Olberg, car il vous deviendra en 24 heures un fardeau insupportable. Peut-être — non, sûrement même — dans l'avenir il utilisera sa visite chez vous pour des « écrits », sinon pour des rapports à la Guépéou. »

Une lettre de Mme Pfemfert du 2 avril 1930, déclare : « Lorsque nous avons appris qu'il y avait une possibilité qu'Olberg vous visite, nous étions frappés d'horreur. » Cette lettre caractérise Olberg comme un type dégénéré et corrompu.

Après de telles « recommandations », il ne fut pas longtemps question de faire d'Olberg mon secrétaire. Il disparut totalement de mon attention. Maintenant, cet homme déclare, ou plus exactement ses instructeurs lui font déclarer qu'il a été envoyé par moi en U.R.S.S. afin d'assassiner Staline.

Je répète : je n'ai jamais rencontré Olberg et lui-même n'ose pas affirmer le contraire. La seule chose que je sache à son sujet vient des lettres citées plus haut, d'amis qui ont ma pleine confiance. Le fait que la Guépéou ne peut pas trouver de témoin meilleur contre moi, jette une grande lumière sur le procès tout entier. Je ne doute pas que les autres témoignages soient de la même sorte. J'espère avoir la possibilité de le prouver demain ou après-demain.

Léon TROTSKI.

Pour comprendre...

VOIR EN 4e PAGE
DE LA COUVERTURE

LE PASSEPORT D'OLBERG ?

Une personne absolument digne de foi, qui a connu personnellement Olberg, un des fusillés de Moscou, et qui est prête à témoigner sous la foi du serment devant une Commission d'enquête, nous communique les faits suivants, qui jettent une lueur de vérité sur le ténébreux « 30 Juin » de Staline.

L'affirmation du procureur de la République, Vychinski est bien connue : les accusés du grand procès sensationnel de Moscou sont des agents de la Gestapo hitlérienne. *La preuve ?* Mais il n'y a pas de preuve. Ou plutôt ce qu'on a produit au courant de ce « procès » comme pièce à conviction, *sa seule pièce* palpable, c'était un passeport.

Le nommé Olberg était porteur de ce passeport; il avait pénétré en U.R.S.S., muni de ce passeport, avec un visa en bonne et due forme : *le passeport était un passeport de la République de Honduras*, et le procureur de flétrir ce « chien enragé », ce « vomissement de la contre-révolution » pour avoir utilisé ce « *faux* passeport ».

Autour de ce passeport on a construit tout un échafaudage. Il aurait été acheté à Prague, par l'intermédiaire d'un agent de la Gestapo, la somme de 13.000 couronnes tchèques, qui en aurait été le prix, aurait été fournie à Olberg par « les trotskistes » de Prague. Cette histoire embrouillée est *fausse* d'un bout à l'autre.

D'abord, *Olberg n'est nullement entré en U.R.S.S. sans y être autorisé.* Il n'est d'ailleurs pas possible qu'il y soit entré clandestinement, puisqu'il y a été employé. Il y est entré, au contraire, très légalement, avec son passeport, visé par la légation soviétique de Prague.

Le tribunal a mené l'interrogatoire de manière à *cacher ce premier point fondamental.*

Deuxième constatation : Olberg avait annoncé, d'*avance*, à la légation soviétique de Prague, *qu'il allait se procurer ce passeport exotique.* La légation soviétique elle-même lui en avait suggéré l'idée car *Olberg*, réfugié émigré d'Allemagne, privé de toute *nationalité*, s'était présenté à Prague à la légation soviétique et avait demandé l'autorisation indispensable pour se rendre en U.R.S.S. On lui avait dit à peu près ceci : Puisque vous n'êtes pas citoyen de notre pays; puisque vous n'êtes pas davantage communiste, nous n'avons pas le droit de vous fournir un papier. *Mais procurez-vous un passeport quelconque, valable, en règle,* et on verra.

Troisième constatation : il n'y a rien d'irrégulier dans l'acquisition de ce passeport. Olberg, fils d'un ci-devant citoyen russe, immigré en Allemagne et privé par Hitler de sa nationalité allemande, s'était mis en rapport, à Prague, avec un de ces courtiers comme il en existe là-bas et qui procurent moyennant finance *des passeports valables, nullement contrefaits, mais émanant de légations de certains pays.* Olberg, pour acquérir une nationalité, acheta un passeport de ce genre. Le prix en fut fixé à 6.000 couronnes tchèques.

Dernier point, le plus important : *On connaît les personnes qui ont fourni à Olberg la somme dont il avait besoin pour acheter le passeport.*

En effet, cet homme qui avait fait ses études d'histoire à l'université de Berlin a reçu, de ses parents et amis, la somme de 6.000 couronnes. En outre, pour parfaire la somme demandée, il vendit sa bibliothèque à la bibliothèque Mazaryk à Prague. Le pénible rassemblement de cette somme avait duré deux mois.

Une fois la somme en mains, Olberg cherche de nouveau son courtier. *Mais comme les passeports de la République de Honduras étaient très recherchés, celui-ci avait augmenté le prix et demandait* 9.000 couronnes. Olberg n'avait pas cette somme. Il

marchanda, réussit à fixer le prix à 7.000 couronnes.

Quant au reste, les 1.000 couronnes qui manquaient, *Olberg les emprunta. Les personnes « tapées » vivent à Prague. Elles peuvent être entendues devant une Commission d'enquête internationale.*

Ces faits démolissent l'édifice fragile de l'accusation du procureur de Moscou. Il n'y a ni Gestapo, ni « trotskistes », ni 13.000 couronnes, ni entrée clandestine en U.R.S.S. Ce qu'il y a, c'est l'histoire presque banale d'un passeport acheté sur le marché. On pourrait citer d'autres émigrés allemands qui possèdent *le même passeport.*

La légation soviétique à Prague savait et sait absolument tout sur l'origine de ce passeport, et sait qu'Olberg, entré régulièrement en U.R.S.S, avec le visa de ladite légation, s'est accusé lui-même devant le tribunal d'être un agent de la Gestapo !

Au lecteur de conclure.

Les preuves de Dimitrov devant une commission d'enquête !

Le télégramme adressé au président du Conseil des Commissaire du peuple à Moscou, le 22 août, par les présidents et secrétaires de l'Internationale socialiste et de l'Internationale syndicale a soulevé une tempête de colères chez les dirigeants russes, tempête qu'ils sont en train d'élargir à tous les pays.

Que disait donc ce télégramme ?

Nous regrettons qu'au moment où la classe ouvrière mondiale est unie dans ses sentiments de solidarité avec les travailleurs espagnols dans leur défense de leur République démocratique, commence à Moscou un grand procès politique. Malgré que les accusés au procès, Zinoviev et ses camarades, aient toujours été les ennemis acharnés de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale, nous ne pouvons nous abstenir de demander que toutes garanties juridiques soient assurées et qu'il soit permis aux accusés d'avoir des défenseurs absolument indépendants du Gouvernement; qu'aucune sentence de mort ne soit prononcée et que de toute façon aucune procédure ne soit appliquée excluant le droit d'appel.

Signé : De Brouckère, Président; Adler, Secrétaire de l'Internationale ouvrière socialiste; Citrine, Président; Schevenels, Secrétaire de la Fération syndicale internationale.

On le voit, ce télégramme, que publiait timidement dans un coin de sa 3e page le *Populaire* du 23 août, — le jour même du suicide de Tomski, l'ancien secrétaire de la C.G.T. russe, le prédécesseur de Schwernik qui paradait à Bruxelles ces jours derniers, — ce télégramme exprimait un regret si naturel et formulait une demande si légitime qu'on devrait être surpris qu'un gouvernement soi-disant ouvrier n'y ait pas consenti d'emblée.

Loin de le trouver inacceptable et blessant, nous le trouvons trop mesuré. Une protestation plus vigoureuse aurait peut-être produit un meilleur résultat; peut-être empêché les seize exécutions qui allaient être ordonnées 48 heures après.

Peut-être, mais pas sûrement. Car la hâte mise à annoncer ce procès, à le juger, si l'on peut appeler ça juger, et à procéder aux exécutions, témoigne d'un plan bien établi.

En tout cas, le télégramme des deux Internationales signifiait que le mouvement ouvrier international ne comprenait pas une telle dérision de justice. Il ne la comprendra et ne la tolérera jamais.

***

Dimitrov, le Secrétaire de l'Internationale communiste, — le successeur de Zinoviev et de Boukharine, de Zinoviev qu'il vient de laisser fusiller et de Boukharine acculé à choisir entre mourir comme Zinoviev, se suicider comme Tomski ou s'avilir comme Radek, — Dimitrov a publié un grand article dans l'*Humanité* du 28 août. Il comprend, lui, cette forme de justice. Il veut nous la faire comprendre et admettre. Il est vrai qu'il regarde comme prouvées un certain nombre de choses :

N'est-il donc pas prouvé que Trotski est l'organisateur de la terreur individuelle en U.R.S.S. ? Cela est prouvé. N'est-il donc pas prouvé que ses alliés, Kamenev, Zinoviev, etc., préparaient durant des années des attentats terroristes contre le plus grand chef et l'organisateur des victoires du socialisme, le camarade Staline, contre ses meilleurs compagnons de lutte, les dirigeants du parti et du pouvoir soviétique ? Cela est prouvé.

N'est-il donc pas prouvé que cette bande terroriste tua Kirov ? Cela est prouvé.

N'est-il donc pas prouvé que les vils terroristes agissaient en alliance avec la Gestapo, c'est-à-dire avec la police secrète du fascisme allemand, le plus cruel ennemi de la classe ouvrière, tortionnaire féroce de ses ouvriers, communistes, socialistes et sans parti ? Cela est prouvé.

N'est-il donc pas prouvé que les terroristes contre-révolutionnaires, dans leur illégalité empestée, cultivaient les mœurs des policiers fascistes qui incendièrent le Reichstag, et plus tard, exterminèrent les participants de cette ignoble affaire ? Cela est prouvé.

Tout cela a été prouvé au tribunal soviétique, siégeant publiquement, en présence des représentants de la presse internationale. Cela a été confirmé par les aveux catégoriques des inculpés eux-mêmes. Mis au pied du mur par les faits et preuves, ils ont pleinement reconnu la justesse des accusations portées contre eux et n'ont pas nié leur liaison politique et d'organisation avec le fascisme. N'est-ce pas un fait que les accusés, dans leur dernière déclaration, ont proclamé l'un après l'autre l'infamie de leur crime contre la classe ouvrière ?

Non, Dimitrov, rien de tout cela n'est prouvé. C'est précisément ce qu'il faut prouver. Une proposition de Commission d'enquête, de tribunal ouvrier international vous a été faite. Trotski réclame ce tribunal. Vous prétendez avoir documents, faits, preuves tangibles. Apportez-les donc; acceptez ce tribunal ouvrier international.

Vous, Dimitrov, plus qu'un autre, vous devez vous rallier à cette proposition. Sinon l'on pourra dire que la justice de Russie est au-dessous de la justice d'Hitler et qu'avec les procédés de Staline votre tête aurait passé sous la hache du bourreau.

P. Monatte.

POUR UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

Aux ouvriers, à tous les travailleurs

Camarades,

Le 25 août dernier, Zinoviev, premier président de l'Internationale Communiste, Kaménieu, ex-président du Soviet de Moscou, Mratchkovski, Smirnov, Tervaganian, Bakaiev, Evdomikov, tous artisans de la première révolution victorieuse de notre temps, fondateurs de la 3e Internationale, ont été exécutés avec d'autres militants ouvriers par le gouvernement de Staline; Trotski, organisateur de l'Armée Rouge, a été condamné à mort, et Michaël Tomski, président de la C.G.T. russe, acculé au suicide.

Tout ouvrier révolutionnaire, tout homme raisonnable, ne peut être que profondément troublé et indigné par l'étrange et tragique procès de Moscou, d'où furent brutalement écartées les organisations ouvrières internationales et où aucune preuve matérielle ne fut apportée à l'appui des accusations les plus invraisemblables.

Au moment où l'on annonce l'introduction d'une nouvelle Constitution, qui garantit l'inviolabilité de la personne, la liberté de parole, de pensée, de réunion aux anciens policiers tsaristes, curés et exploiteurs, on fait condamner par un tribunal militaire composé de trois fonctionnaires officiers, les anciens bolchéviks, les compagnons de Lénine, sans défenseurs, sans le moindre contrôle ouvrier international, sans préparation, dans une ambiance qui pue la provocation policière. Et l'on annonce que d'autres militants russes seront traités de la même manière s'il plaît à Staline.

Chacun sent que dans ces conditions il est impossible d'ajouter foi aux déclarations inouïes obtenues des accusés.

Nous proclamons que la classe ouvrière a le droit de savoir la vérité !

Seuls des nationalistes réactionnaires, reniant totalement l'internationalisme prolétarien, peuvent refuser à la classe ouvrière internationale le droit de connaître les faits précis, les conditions exactes et les motifs véritables de l'épouvantable exécution de Moscou.

Aussi les travailleurs révolutionnaires n'ont-ils pu qu'approuver l'intervention de la grande organisation de la classe ouvrière, la Fédération Syndicale Internationale, qui, avec l'Internationale Ouvrière Socialiste, a demandé que des garanties élémentaires fussent accordées aux militants accusés.

Le refus brutal du gouvernement de Staline et sa hâte suspecte à exécuter les militants du mouvement communiste ne font que rendre plus nécessaire cette intervention des organisations ouvrières internationales.

Cette intervention s'impose avec d'autant plus de force lorsque l'on sait que de nouvelles exécutions en masse se préparent en Russie et que, par centaines, des militants du mouvement ouvrier russe sont suspectés, arrêtés ou « suicidés ». On menace Rykov, ancien président du Conseil des Commissaires du Peuple, Boukharine, Radek, Piatakov, Ouglanov, Kollontaï, etc..., etc... En un mot, tous ceux qui conduisirent le prolétariat russe à la victoire d'Octobre 1917 sont exterminés ou menacés d'extermination.

La première démarche de la F.S.I. et de l'I.O.S. perdrait tout sens si, après le refus de Staline, elle ne se continuait pas par la création d'une commission chargée d'assurer elle-même les garanties élémentaires qu'on avait réclamées. Après avoir réclamé ces garanties pour ceux qui sont morts faute de les avoir eues, la F.S.I. se doit d'éclaircir le mystère tragique du procès et de la fusillade de Moscou.

Seule une commission ouvrière internationale, à la constitution de laquelle les organisations ouvrières se doivent de travailler de suite, présentant toutes garanties d'impartialité, c'est-à-dire complètement indépendante du gouvernement de Staline, peut délivrer les travailleurs révolutionnaires du doute terrible qui les étreint et leur apporter la clarté qu'ils réclament.

Quant à nous, militants révolutionnaires, qui considérons comme notre devoir impérieux la défense de la classe ouvrière russe contre la réaction et contre le fascisme, nous qui considérons comme notre devoir impérieux la défense des conquêtes socialistes d'Octobre 1917 et la défense de la démocratie prolétarienne, nous n'avons plus le moindre doute sur la signification véritable des exécutions du 25 août.

Nous disons aux travailleurs : Bien loin d'être un acte de défense de la révolution russe, la fusillade de Moscou est un monstrueux attentat contre la classe ouvrière russe et contre la classe ouvrière du monde entier.

Au moment où la contre-révolution engage une offensive acharnée, menée par tous les moyens, même les plus vils, contre le prolétariat international, contre ceux qui entendent lutter contre le capitalisme fasciste ou « démocratique » pour et par la révolution socialiste, contre tous ceux qui veulent le triomphe du socialisme en Espagne et en France et qui, à cause de cela, repoussent et dénoncent la politique de nationalisme, de réaction, d'union sacrée, de « Front français »; au moment où l'unité de lutte révolutionnaire de la classe ouvrière s'impose plus que jamais, par ce crime Staline la brise et appuie ainsi la contre-révolution en faisant exterminer ceux dont toute la vie fut celle des révolutionnaires, et en lançant la calomnie la plus vile qui ne peut que décomposer le mouvement ouvrier.

En 1917, les gardes blancs russes et les contre-révolutionnaires de tous les pays, ont déjà essayé de calomnier Lénine, Zinoviev, Trotski, en lançant contre eux l'infâme accusation d'être des agents de l'Allemagne.

Aujourd'hui, Staline et ses agents reprennent contre les travailleurs socialistes et communistes révolutionnaires cette même accusation empoisonnée.

Nous ne permettions pas, alors, que l'on souille la Révolution russe en prétendant qu'elle était faite par des terroristes, des bandits, des agents de l'impérialisme allemand. Aujourd'hui, nous ne permettrons pas davantage que l'on reprenne cette méthode infâme dans tous les pays pour y saboter la révolution socialiste.

Aujourd'hui comme en 1917, il s'agit de défendre la révolution socialiste, en Russie, en Espagne, en France, dans le monde entier.

Camarades,

Exigez la vérité ! Empêchez que l'on étouffe la voix de ceux qui, comme Trotski, ont le droit de se défendre, de dénoncer et de s'exprimer librement. Opposez à toutes les formes de la réaction le bloc uni de tous les travailleurs révolutionnaires !

Avec nous, demandez instamment que la Fédération Syndicale Internationale constitue une commission d'enquête !

Debout pour sauver les militants ouvriers de Russie !

Gauche révolutionnaire du Parti Socialiste, Parti d'Unité Prolétarienne (Fédération de la Seine), Parti Ouvrier Internationaliste, Entente des Jeunesses Socialistes de la Seine, Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, Groupe international des communistes de gauche. Les revues : « Que faire ? », « Le Combat Marxiste », « Camarades », « La Révolution Prolétarienne ».

P.-S. — Envoyer les adhésions à ce manifeste à Gaston Goldschild, 28, rue Pigalle, Paris.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Rassemblement pour la guerre

S'il est un rassemblement typiquement impérialiste, c'est bien le soi-disant rassemblement « pour la paix », qui vient de se tenir à Bruxelles.

Ce rassemblement a pour article premier le « respect des traités » !

On croit rêver ! Voici des gens qui se déclarent contre la guerre, et ils commencent par exiger le respect de ce qui est issu de la guerre : le respect de traités imposés par la guerre, prolongeant dans le temps les résultats obtenus par la guerre !

J'ai le regret de le dire : lorsque Hitler — ne faisant d'ailleurs que reprendre ce qui a été sans cesse affirmé par les révolutionnaires depuis 25 ans — dénonce l'hypocrisie d'un tel pacifisme, c'est lui qui a raison.

Pas de paix possible, qui soit fondée sur l'impérialisme; les traités de 1919 sont des traités impérialistes; pas de paix possible tant que subsisteront les traités de 1919.

Vouloir imposer au vaincu le respect des traités qui l'oppriment et l'écrasent est une œuvre non seulement dégoûtante mais vaine.

Un « rassemblement pour la paix » qui se fonde sur le respect des traités est un *rassemblement pour la guerre*. Ne sera un rassemblement pour la paix que celui qui inscrira à la première ligne de son programme :

RÉVISION DES TRAITÉS.

Premier principe : Anti-impérialisme

Il ne suffit point de bêler la paix. On ne peut avoir la paix que si on institue les conditions qui permettent d'avoir la paix. La guerre et la paix ne sont que des effets. S'attaquer à la guerre en soi, revient à vouloir traiter la manifestation d'une maladie sans s'attaquer à sa cause. La cause de la guerre c'est l'impérialisme. C'est donc l'impérialisme qu'il faut détruire si l'on veut détruire la guerre.

L'antiimpérialisme est l'un des deux grands principes de la politique internationale que nous devons suivre, et dont nous ne devons nous départir en aucun cas si nous voulons faire œuvre utile et durable, quelles que soient les conséquences momentanées qu'en certaines circonstances cela peut entraîner.

C'est Hitler, c'est le fascisme qui est le maître en Allemagne. Parce que nous combattons le fascisme, devons-nous pour cela cesser de combattre l'impérialisme de la France « démocratique » à l'égard de l'Allemagne « hitlérienne » ? Devons-nous cesser de soutenir l'Allemagne dans sa lutte pour se débarrasser des dispositions impérialistes du traité de Versailles ? — Si nous faisions cela, si nous pratiquions ainsi la politique d'opportunisme à courte vue qu'on nomme « réaliste », nous n'aboutirions, comme toujours en pareil cas, qu'au contraire de ce que nous prétendions éviter : on aboutirait au renforcement du fascisme, le fascisme hitlérien étant fonction précisément de notre impérialisme.

Devons-nous pareillement nous abstenir de combattre l'impérialisme, parce qu'en certaines circonstances, le combat ne va pas sans risques, notamment sans risques de guerre? — Pas davantage. S'il est vain de vouloir imposer la paix en faisant le matamore, il est non moins vain de croire qu'il suffit de tendre le cul pour éviter de se le faire botter. En ne combattant pas — à fond — une action impérialiste, par crainte de la guerre, on aboutit simplement à précipiter la guerre.

L'affaire d'Ethiopie en a fourni récemment un exemple éclatant. Chacun se rend compte, je pense, que depuis la fin de la guerre éthiopienne, la guerre européenne s'est approchée à pas de géants. L'impérialisme dont il a été fait preuve pour empêcher l'acte de brigandage de l'Italie a déchaîné les appétits. Sans cette victoire de l'impérialisme, les événements d'Espagne n'auraient peut-être pas eu lieu; en tout cas ils se seraient produits sans interventions extérieures.

Or qu'eût-il fallu pour empêcher l'attaque de l'Abyssinie ? Simplement que la France et l'Angleterre fassent leur la politique préconisée par le Congrès des Trade-Unions britanniques : déclarer qu'elles étaient prêtes à tout pour empêcher l'agression. Sanctions économiques, financières et... militaires, s'il le fallait.

Politique antiimpérialiste seule conséquente, et qui aurait réussi : l'Italie n'aurait pas déclaré la guerre, et la preuve aurait été faite qu'il existait, à l'heure actuelle, en Europe, une force suffisamment puissante pour s'opposer à toute nouvelle tentative impérialiste — ce qui aurait fait reculer la guerre de dix ans. Tandis que maintenant...

Second principe : Solidarité internationale du prolétariat

J'ai dit tout à l'heure que le premier principe de notre politique internationale devait être l'*antiimpérialisme;* le second est la *solidarité internationale de la classe ouvrière*. Pas plus que le premier et pour les mêmes raisons, ce second principe ne doit subir la moindre éclipse. Le devoir de solidarité à l'égard d'un prolétariat en lutte contre ses exploiteurs est un devoir *absolu*, un impératif catégorique auquel il faut satisfaire entièrement et en toutes circonstances. Solidarité de fait et non seulement de parole; solidarité complète, totale, jusqu'au bout, *quels que soient les risques momentanés qu'elle puisse impliquer.*

A l'heure actuelle, c'est à l'égard du prolétariat espagnol, qui est en train d'édifier à travers la guerre civile, une société nouvelle, que cette solidarité totale, et sans aucunes réserves, doit jouer. Une seule lueur à l'heure actuelle, se voit dans le monde : la Catalogne. Entre le fascisme stalinien et le fascisme mussolinien ou hitlérien, seul le syndicalisme révolutionnaire espagnol permet l'espoir. Si cette lueur devait disparaître, si cet espoir devait s'effacer, nous serions promis sans rémission au chaos des fascismes s'entre-déchirant mutuellement, nationalement et internationalement.

Toute réserve, toute condition mise à l'appui du prolétariat espagnol, est non seulement une trahison de la Révolution, mais conduit à la mort — ou, pour être plus exact — à la disparition prolongée de la civilisation.

Plus encore que le fascisme allemand et italien : La finance britannique

On a dénoncé, et avec raison, l'intervention des fascismes allemand et italien dans la naissance et le développement de la rébellion militaire espagnole. En revanche on fait presque complètement le silence, et c'est un tort, sur le rôle non moins considérable joué dans ces événements par l'Angleterre.

Celle-ci semble bien être en effet l'instigatrice principale de la révolte militaire. Il n'y a qu'à se rappeler les faits.

La révolte a à peine éclaté que le Portugal, colonie anglaise de fait, se met entièrement à la disposition des insurgés : armement, fausses nouvelles, le Portugal leur fournit dès le premier jour tout ce qu'ils demandent ; aujourd'hui encore, après six semaines passées, non seulement le Portugal continue, mais cette colonie britannique refuse d'accéder au pacte de non-intervention patronné « officiellement » par l'Angleterre; qui pour-

ra croire que ce n'est pas de connivence avec elle?

La révolte date d'à peine 24 heures que contrairement aux usages les mieux établis, Gibraltar refuse de vendre de l'essence aux navires gouvernementaux espagnols et leur intime l'ordre de quitter le port.

La révolte date d'à peine deux fois 24 heures que le gouvernement britannique fait savoir à Blum qu'il s'oppose à ce que la France applique le droit international en livrant des armes au gouvernement et en en refusant aux rebelles.

Comment s'expliquer de pareils faits si le gouvernement anglais n'était pas le principal instigateur de la rébellion ?

Une telle chose, il est vrai, semble inconcevable, tellement elle paraît absurde politiquement, tellement elle semble en contradiction avec les intérêts impérialistes de la Grande-Bretagne. Il est bien évident en effet que si les militaires espagnols triomphent, ce ne sera pas au profit de l'Angleterre. Bien aveugle est le Foreign Office s'il s'était imaginé pouvoir faire de l'Espagne une colonie britannique à l'instar du Portugal, en la soumettant comme celui-ci à une dictature militaire. L'Espagne n'est pas le Portugal; c'est une puissance terrienne et méditerranéenne, et non un quasi-ilot sur l'Océan, mis par la nature, dans la dépendance obligatoire du maître de la haute mer.

Si quelques doutes cependant avaient pu subsister à cet égard avant la rébellion, il y a longtemps qu'ils doivent être levés : les événements qui se sont déroulés depuis le 19 juillet ont montré, clair comme le jour, que la victoire du fascisme espagnol installerait en Espagne, non l'Angleterre, mais l'Italie et l'Allemagne; or l'Italie ou l'Allemagne installées en Espagne, c'est la sécurité de l'artère maîtresse de l'Empire britannique, la Méditerranée, définitivement compromise.

Au point de vue de l'impérialisme britannique, une politique de soutien des insurgés apparaît donc rigoureusement absurde; et cependant elle est. Elle est, parce qu'à côté des intérêts de l'impérialisme britannique, c'est-à-dire des intérêts généraux du capitalisme britannique, il y a les intérêts particuliers d'une fraction importante et puissante de la finance britannique : celle qui possède des intérêts miniers en Espagne.

L'Espagne est un grand pays minier, c'est le plus important pays à mines métalliques de toute l'Europe. Or l'immense majorité des mines espagnoles est aux mains du capitalisme britannique. Qu'il s'agisse du fer de Bilbao et de la Sierra Nevada, du plomb de Linarès, du cuivre et du soufre de Huelva, tous leurs plus importants gisements sont possédés et exploités par des compagnies anglaises. La législation sociale inaugurée après l'avènement de la République — et les développements qu'on pouvait s'attendre à lui voir prendre — gênait les compagnies et réduisait leurs bénéfices. Elles ont donc décidé de faire sauter la République. Et le gouvernement conservateur anglais est tellement prisonnier de la « Cité » qu'il a docilement suivi : les intérêts du Rio Tinto ont pesé plus lourd que les intérêts généraux de l'impérialisme britannique.

Les indigènes musulmans poussés dans les bras du fascisme

Ce serait une erreur de croire que le fascisme n'est pas capable d'être libéral... lorsque c'est son intérêt. C'est ainsi que le fascisme pratique à l'égard des populations musulmanes une politique plus large et plus libérale que les démocraties. Le but en est évident, mais le fait n'en est pas moins là.

Veut-on un exemple tout récent ? Au Maroc espagnol (tout comme c'est encore le cas au Maroc français), le Front populaire refusait aux Marocains toute liberté de presse. Aucun journal arabe indépendant n'avait pu avoir l'autorisation de paraître. Or, il y a quelques semaines, l'administration de Franco fit venir un publiciste arabe qui avait depuis longtemps sollicité, mais en vain, du gouvernement républicain l'autorisation de faire un journal, et on lui annonça que Franco lui donnait l'autorisation jusque-là refusée, car, ajoutait-on, « nous autres, nationalistes espagnols, nous comprenons très bien le nationalisme des autres peuples, et par suite le respectons. » On accordait donc l'autorisation, et sans y mettre de conditions. On souhaitait seulement que le ton du journal fût assez modéré « pour qu'il puisse pénétrer, sans être interdit, en zone française ». Ce journal qui s'appellera *Le Riff* va paraître incessamment, s'il n'est déjà paru. Tandis qu'au Maroc français, sous le gouvernement de Front populaire, aucun journal arabe, sauf celui du gouvernement, continue à ne pouvoir paraître.

Pour des raisons multiples et profondes, dont nous avons essayé d'indiquer la principale lors de la guerre faite, sous le Cartel des Gauches, par Herriot-Painlevé à Abd el Krim, les populations de l'Afrique du Nord sont d'esprit et de mœurs démocratiques, et par suite elles sont portées plutôt vers les partis de gauche européens. Mais la politique ultra-réactionnaire, antirépublicaine, antidémocratique, qui a toujours été suivie par ces partis dans les colonies, pousse chaque jour davantage les musulmans d'Afrique du Nord, et tout particulièrement ceux du Maroc, dans les bras du fascisme, qui arrive à apparaître, par la force des choses, comme leur libérateur.

R. LOUZON.

Une réunion qui n'a pas atteint son but

Plusieurs groupements avaient organisé le 3 septembre, dans la Salle du *Petit Journal*, un meeting de protestation contre les fusillades de Moscou. L'affiche invitait les révolutionnaires à venir entendre des exposés sur le procès Zinoviev et sur sa signification.

L'intention était bonne et les camarades s'y rendirent nombreux. Malheureusement on parla de tout et très peu du procès. Nous y voyons deux raisons : 1) Ceux qui tentèrent de traiter la question la possédaient vraiment trop peu; 2) les autres orateurs, la plupart, ne voyaient là qu'une occasion de développer leur programme et de recruter des adhérents.

C'était certes beau de voir la salle, composée surtout de jeunes, vibrer à chaque tirade en faveur de l'Espagne et de la lutte antimilitariste; mais nous n'étions pas venus là pour ça et ceux, les dizaines de milliers d'emprisonnés et de candidats au suicide ou à la mort de l'U.R.S.S., qui n'ont guère que notre aide pour espoir, auraient été bien douloureusement déçus de nous entendre.

Voyons, il s'agit de former un front commun suffisamment large et puissant pour qu'il puisse rappeler le tyran déchaîné à plus d'humanité. Il est indécent d'y voir une occasion, certes propice, d'augmenter ses propres effectifs.

Là-bas, on fusille et on emprisonne; sachons taire pour une fois notre intransigeance et nos calculs politiques. Ne spéculons pas sur les hécatombes rouges et répandons sérieusement la vérité sur l'U.R.S.S. Alors nous pourrons faire trembler la main du bourreau.

M. Y.

Plumassières et Fleuristes

Ce qui étonne dans ce métier essentiellement féminin, c'est que, de l'antiquité jusqu'à Louis XIII, la plume était réservée aux hommes. En effet, de l'aigrette du radjah à la chevelure en plume d'aigle ou de faucon des Indiens, en passant par la touffe de marabout portée sur la toque par Henri III et ses mignons, il n'est pas question de plume pour parer la femme. Celle-ci préfère les perles, les diamants, les fanfreluches. Il n'y a qu'en Orient où la plume, surtout celle des paons, serve à faire les écrans destinés à éventer les princes et princesses étendus sur les litières.

Sous Louis XIII et Louis XIV, les mousquetaires et les grands du royaume ornent leurs chapeaux de magnifiques plumes d'autruche.

C'est sous Louis XVI que Marie-Antoinette, une grande coquette, lance la mode de mêler à la chevelure des plumes, des fleurs, des rubans.

La mode de mêler des fleurs et des plumes sur les chapeaux des femmes dura jusqu'en 1900 environ. Mais c'était lourd et, depuis l'après-guerre, on a pris l'habitude de mettre des fleurs sur les chapeaux en été et des plumes en hiver.

Notre métier est donc saisonnier et il subit, pour une grande part, l'influence de la mode.

Le métier

Vous qui me lisez, et vous femmes qui portez ces chapeaux de plumes, avez-vous jamais songé au délicat travail que cela représente ?

Dans des sacs de papier, appelés « coiffes », sont rangées toutes les sortes de plumes provenant de toutes les espèces d'oiseaux existant sur terre. Les uns sont conservés bruts, ou naturels, d'autres sont teints, car la plume se décolore et se teint comme un tissu.

Pour faire un chapeau entier avec des ailes, on exécute d'abord le « remplumé », c'est-à-dire le fond. Les plumes sont collées une à une, à l'aide d'un « couteau » pour les plumes de 2 à 3 centimètres de longueur, à la pince pour les plumes d'un demi-centimètre et quelquefois plus petites. Quand il s'agit d'oiseaux-mouches, par exemple, les plumes ne dépassent pas 3 à 4 millimètres ! Voyez quelle patience, quelle attention et quel soin il faut avoir ! Après le fond, on fait les ailes, la forme du motif, du drapé ou de la garniture qui viendront s'y appliquer.

Surtout, il ne faut pas oublier le *chic*, car il faut que ce qui sort de nos mains ait de l'allure, et dans la mode on peut dire des ouvrières que ce sont de véritables fées.

Il faut voir les aigrettes, les crosses, les bandeaux de paradis et même les belles fantaisies qui sortent de leurs mains : ce sont de véritables petits chefs-d'œuvre.

Les conditions de travail

Autrefois, notre métier nécessitait un apprentissage très sérieux. Ceci a quelque peu disparu et les maisons de mode en sont les premières victimes.

C'était, avant la guerre, un des meilleurs métiers qui existaient pour la femme, surtout le travail de la plume qui, on ne sait trop pourquoi, a toujours été jugé supérieur. Une bonne ouvrière pouvait gagner de 4 à 6 francs par jour, suivant qu'elle faisait la « commission » ou la « mode ». Dans la « haute mode », certaines maisons, faisant la crosse, l'aigrette, le paradis, payaient leurs ouvrières jusqu'à 6 fr. 50, ce qui était assez beau comme salaire en 1914.

Les ouvrières aux pièces gagnaient une moyenne de 80 francs par semaine, en comptant la *veillée*.

Qu'est-ce que la « veillée » ?

Nous avons, comme je l'ai déjà dit, un métier dit saisonnier. On travaille depuis le mois de mai jusqu'en octobre environ. La pleine saison dans la plume, c'est juillet et août. Pour la fleur, elle commence en octobre pour finir fin avril environ. Aussi, à la pleine saison, nous étions tellement pressées par les patrons que *presque* toutes les ouvrières emportaient de l'ouvrage à faire chez elles le soir et le dimanche. J'ajoute que, pour la veillée, on donnait en général du travail bien payé pour encourager les ouvrières, ce qui fait que celles qui ne veillaient pas avaient le travail le plus mauvais.

Actuellement encore, nous avons beaucoup de mal à supprimer complètement cette méthode. Car voici le raisonnement des ouvrières qui, il faut le dire, sont surtout de vieilles filles vivant avec leurs parents, des femmes seules, des veuves, etc. : « Ne travaillant qu'environ six mois dans l'année, il faut bien que nous en profitions pendant que le travail donne ! » A cela je réponds : Soyons fermes et soutenons-nous afin que, gagnant notre journée, nous ne soyons pas obligées de nous tuer encore le soir et de nous abîmer les yeux.

De 1914 à 1936

La guerre arrêta notre métier comme bien d'autres. Il reprit difficilement, car naturellement on s'occupait peu de la mode. Puis l'Amérique nous donna le coup de grâce en prohibant tous les oiseaux qui n'étaient pas de basse-cour, afin de remédier au dépeuplement de ces oiseaux merveilleux qu'on trouve dans l'Amérique du Sud, tels que : lophophores, argus, aigrettes, paradis, et les innombrables oiseaux-mouches qui sont de véritables joyaux vivants : les rubis-topazes, les or-verts, les évêques, etc...

Enfin, petit à petit, le métier se remit sur pied, mais il avait bien diminué de moitié. La mode nous bouda très longtemps. On travaillait surtout pour l'étranger.

En 1917, pendant la grève des midinettes, fleuristes et plumassières suivent les camarades de la mode. Un syndicat est formé, qui ne dura malheureusement que six mois et disparut, je ne sais trop pour quelles raisons.

Vers 1922, une reprise se manifeste dans le travail. Beaucoup d'ouvrières ayant quitté le métier qui ne pouvait plus les nourrir, celles qui restent peuvent obtenir des conditions relativement bonnes. La moyenne des salaires est de 350 francs par semaine, mais toujours en comptant le travail à la *veillée*.

En 1930-31, nouveau réveil et salaires un peu plus forts : 400 francs en moyenne.

Après, c'est le dégringolade des prix, inexplicable car c'est à partir de 1932 que la mode lance à nouveau la plume sur les chapeaux à Paris.

Tous les ans, les salaires diminuaient et, à la reprise de la saison, au mois de juin 1936, les salaires étaient, pour l'ouvrière à l'heure, de 4 fr., 3 fr. 73, 3 fr. 50, 3 francs, 2 fr. 50 et même 2 francs dans pas mal de petites boîtes. Pour les ouvrières aux pièces, c'était une moyenne de 150, 130, 100, 80 francs par semaine, suivant le genre des maisons.

L'action revendicative depuis juin

Un tel abaissement de nos conditions de travail ne pouvait continuer. Aussi, le mouvement général revendicatif de juin trouva les ouvrières de nos métiers décidées à la lutte.

Il y a à Paris environ 150 maisons qui travaillent la plume pour parures. Elles occupent, en saison, de 2 à 30 ouvrières.

Les premières revendications sont déposées dans les maisons Montézin, Maryse, Lemel et d'autres.

Montézin, président de la chambre syndicale patronale, propose à ses ouvrières la création d'un syndicat *professionnel*, mais sans succès. Une délégation de ses ouvrières se rend à la Bourse du travail, se met en rapport avec le *Syndicat des ou-*

vrières en fruits, fleurs, plumes et feuillages qui vient d'être reconstitué par des camarades fleuristes en grève dans plusieurs maisons.

L'Union des syndicats met à notre disposition un délégué, le camarade Ferré, dont l'activité et le dévouement a été pour beaucoup dans les résultats obtenus. Il s'est acquitté au mieux de son mandat et nous espérons bien qu'il restera avec nous.

Pendant plus d'un mois, nous avons bataillé activement.

Nos camarades fleuristes durent faire plusieurs grèves sur place, les patrons, conduits par leur président, M. Nicolle, se refusant à toute discussion. Dans la plume, le syndicat patronal accepte les pourparlers qui durent huit à dix jours. Enfin, devant la ferme résolution des ouvrières, et la saison aidant, ce qui est de bonne tactique, les patrons cèdent, et nous aboutissons pour la plume à une *convention provisoire* pour six mois, applicable le 1er juillet.

Peu de temps après, les fleuristes obtenaient satisfaction.

Nous avons lutté surtout pour relever les bas salaires des ouvrières qui, de 2 francs de l'heure, obtiennent 3 fr. 33, et pour la rémunération des apprenties très exploitées.

Voici, d'ailleurs, les salaires minima obtenus par la convention sur la base de quarante-huit heures, et qui devront être augmentés proportionnellement dès l'application de la loi sur la semaine de quarante heures :

Première créatrice	par mois	1.250 »
Première main	à l'heure	4 375
Moyenne main	—	3 33
Petites mains et apprenties 3e année	—	2 083
Apprenties 2e année	—	1 25
Apprenties 1re année	—	1 041
Première manutentionnaire qualifiée	—	4 375
Manutentionnaire trieuse	—	3 33
Garçon de magasin	par semaine	200 »

Ces tarifs serviront de base pour la rémunération du travail aux pièces, à l'atelier ou à domicile, et pour la confection des modèles.

Les heures supplémentaires *légales* sont majorées de 50 %.

Le travail aux pièces de détail est supprimé en partie.

Vacances payées, délégués d'atelier et contrat collectif.

Aucune sanction pour faits de grève.

Reconnaissance du syndicat ouvrier (C.G.T.) et admission de ses seuls représentants. Pour l'embauchage, les patrons devront s'y adresser.

Ce qu'il reste à faire

Les salaires sont insuffisants, le travail aux pièces est toujours sans garantie réelle et les prix trop justes. La *veillée*, cette double semaine, doit être supprimée.

Il faut lutter aussi pour la suppression des ateliers malsains, sans air (il ne faut pas que les plumes s'envolent !) sans hygiène (pas ou peu de lavabos, w.-c. malpropres), etc.

L'action est loin d'être terminée, mais il faut que la confiance soit dans l'esprit de tous nos camarades, que nous nous soutenions solidement au sein de notre syndicat, pour lequel les délégués de maisons feront la propagande nécessaire.

Le syndicat réunit aujourd'hui environ 600 membres. Bientôt, nos 800 camarades de la « houppe » (une spécialité de la plume) nous rejoindront et nous devons arriver à réunir de 1.200 à 1.500 adhérents.

La lutte continue donc, et nous vaincrons. Nos patrons doivent comprendre que nous avons le droit de vivre par notre travail. A la saison nouvelle, nous devons obtenir satisfaction et la signature d'un contrat collectif définitif.

Germaine Pelletier, *du bureau du syndicat.*

LIVRES ET FILMS

Les marins de Cronstadt

Les marins de Cronstadt animés d'un détestable esprit anarchiste réclamèrent un jour d'une façon péremptoire la liberté de la presse, la liberté de parole, la libre élection des soviets et la fin des réquisitions chez les paysans, réquisitions qui engendrèrent cette féroce famine qui dénotait déjà chez les chefs communistes une puissance d'organisation que rien n'est venu démentir par la suite. Pour mettre un terme définitif aux réclamations de ces fameux marins dits « l'orgueil de la Révolution », le camarade Léon Trotski, un dur entre les durs, les fit simplement exterminer parce que les communistes se sont toujours distingués par une conception de la liberté qui ne regardait pas au nombre des victimes. Mais cet épisode-là de la Révolution n'a rien à voir avec celui, beaucoup plus glorieux pour l'histoire du communisme, qui se déroule dans le film.

Deux ans avant d'être massacrés par le sympathique camarade Léon Trotski, les marins de Cronstadt avaient empêché, par leur intervention très opportune, la prise de Petrograd et probablement la fin de la révolution de Lénine. Voilà à quoi s'en tient le film.

En dehors de quelques réserves à faire sur la part d'exagération théâtrale qu'on trouve dans un ou deux passages de ce film, ainsi que sur une façon de représenter les combats un peu trop cinématographique, pour ne pas dire plus, les marins de Cronstadt constituent une œuvre intéressante au plus haut degré, animée d'un bout à l'autre d'un souffle révolutionnaire qui vous enlève. Le malheur est que nous savons trop aujourd'hui de quelle façon a dégénéré la révolution russe pour l'évocation de tant d'héroïsme et de tant de sacrifices ne nous remplisse pas d'un profond sentiment de tristesse. Tous ces hommes ont donné leur vie pour qu'il y ait dans les choses humaines un peu plus d'intelligence et de justice. Ils seraient bien épatés s'ils revenaient.

Les Anges Noirs

par M. François Mauriac (*B.Grasset*).

M. François Mauriac est un des rares écrivains de droite qui ne manque ni de courage moral ni de probité intellectuelle.

En dehors de ces considérations, M. Mauriac est aussi un écrivain de talent qui ne bâcle rien et qui fait honnêtement ce qu'il doit faire. Seulement je me demande où diable il veut en venir avec des romans comme le dernier qu'il vient de donner. Ne croyez pas que le sujet me scandalise. Il m'est complètement indifférent que les bigotes soient sujettes aux faiblesses de la chair ou qu'elles n'aient pas toujours eu toutes les satisfactions charnelles auxquelles peut rêver une femme. Peu m'importe aussi que Gradère (l'Ange noir) soit un sale monsieur dans toute la force du terme. Je ne suis pas un moraliste, mais d'un bout à l'autre de ce livre on ne vit que dans une atmosphère étouffante de laideur, d'hypocrisie, d'avarice, de sales désirs, de bas calculs, de crimes. Si sympathique que soit le jeune prêtre, il ne réussit pas à mettre une note de fraîcheur là-dedans. On se croirait dans un terrain d'immondices. Encore si le vice était bien porté, comme un panache. Mais non, c'est le sale vice, malpropre, crapuleux avec du linge fripé et des relents de pernod. Encore une fois où diable M. Mauriac veut-il en venir ? Tient-il à prouver la toute-puissance libératrice de la confession ! Mais plus l'individu est ignoble, moins la confession lui coûte d'efforts et plus elle lui procure de plaisir. Elle devient comme le suprême besoin, le dernier vomissement. Tient-il à dégoûter les imbéciles de la religion? Alors il faut l'encourager, car ce sont ceux-là qui font la force de la religion. Mais si je m'étais permis moi et quelques autres d'écrire un bouquin pareil, il ne manquerait pas de gens pour dire : « Regardez-moi encore ce cochon-là, comme il déshonore la famille et la religion de ses pères. »

Romagne.

LA QUINZAINE

L'effort à faire pour l'application des quarante heures

La loi instituant la semaine de 40 heures indique expressément, en son article 2, qu'aucune diminution du niveau de vie ouvrier ne devra résulter de la diminution du temps de travail. Autrement dit, le salaire pour 40 heures devra être le même que pour 48 heures. Un ouvrier gagnant 5 francs de l'heure sous le régime de 48 heures devra conserver ce salaire hebdomadaire de 240 francs sous le régime de 40 heures. Son tarif horaire devra être porté de 5 à 6 francs, c'est-à-dire augmenté de 20 %.

L'application des quarante heures constituera donc une nouvelle augmentation des salaires. Cependant, la rétribution hebdomadaire ou mensuelle de l'ouvrier actuellement en place ne sera pas augmentée. C'est le montant total des salaires de toute la classe ouvrière qui sera augmenté d'un cinquième; cette augmentation sera accompagnée d'une augmentation parallèle du nombre des ouvriers occupés.

L'application des quarante heures devra donc provoquer une résorption importante, sinon totale, du chômage. Si l'on admet que 8 millions de salariés sont en ce moment au travail en France, l'application des quarante heures devra porter ce nombre à 9 millions 600.000, réintégrant 1 million 600.000 chômeurs dans la production.

L'application des quarante heures ainsi comprise, l'application réelle des quarante heures se heurtera à l'opposition patronale. Nul n'en doute. Nous entendrons encore gémir les patrons. Nous n'en aurons pas fini de sitôt avec leurs lamentations. Jamais les militants des syndicats n'ont rencontré autant de malheureux que depuis ce fameux mois de juin 1936.

On doit ici faire observer que ces « malheureux » — les nouveaux pauvres — n'ont pas tardé à récupérer par l'augmentation des prix les augmentations de salaires auxquelles les a contraints le grand mouvement de Juin.

D'ailleurs, s'ils mettent aujourd'hui beaucoup d'insistance à inviter la classe ouvrière à partager les difficultés de la période de crise, ces messieurs n'étaient-ils pas fort éloignés de toute idée de partage au temps dit de la prospérité ?

Précisément, il faut mettre fin à la facilité avec laquelle ils ont récupéré les récentes augmentations de salaires, il faut barrer la route à l'idée que l'augmentation des salaires provoque *forcément* l'augmentation du coût de la vie. Ce n'est nullement *forcé*. Ce ne devient *forcé* que si l'augmentation des salaires laisse intacte la plus-value patronale, que si le patron ne prélève pas cette augmentation sur la part qu'il s'attribue dans la production.

Ici apparaissent la nécessité et l'urgence d'un effort général contre l'augmentation des prix.

Chacune de nos Fédérations doit connaître la situation exacte des patrons qui lui font face, et, en particulier, leur marge bénéficiaire dans la production. Il revient à chacune d'elles de montrer, par des exemples concrets, la possibilité pour les patrons d'augmenter les salaires sans augmenter les prix.

Des dispositions contre l'augmentation des prix s'imposent parce que nous ne voulons pas laisser ruiner la base de l'action syndicale, c'est-à-dire l'augmentation des salaires. On entend déjà de nombreux ouvriers se plaindre que l'augmentation des salaires obtenue en juin est annulée par l'augmentation du coût de la vie. Ceux qui se plaignent risquent de se montrer demain réfractaires à un nouvel effort revendicatif dont les résultats, pensent-ils, seront presque immédiatement contrebalancés par l'élévation des prix.

Ne faudrait-il pas interdire l'augmentation des prix à la production et obliger le patronat à prélever le montant des augmentations de salaires sur ses bénéfices ou sur ses réserves ? Ce serait atteindre la vie chère à son origine.

Une seconde disposition ne devrait-elle pas consister à réduire le nombre véritablement inouï des intermédiaires de tous ordres entre la production et la consommation et à diminuer la part — toujours plus grande — que ces intermédiaires prélèvent sur la collectivité ?

Une étude sérieuse du problème conduirait nos syndicats, nos unions, nos fédérations, la C.G.T. elle-même à adopter les solutions les meilleures, quand ce ne serait que l'introduction de l'échelle mobile des salaires dans les conventions collectives de travail.

Puisque nous avons maintenant un gouvernement de front populaire, l'action gouvernementale pourrait aisément, en ce domaine, se conjuguer avec l'action syndicale. Nous n'y verrions nul inconvénient pour notre part car lutter d'une façon ou d'une autre contre l'augmentation des prix, ce sera travailler à l'application réelle de la semaine de quarante heures.

Laisser déferler la vague actuelle de vie chère serait permettre le sabotage indirect de cette réforme.

Barrer la route à l'augmentation des prix ne représente qu'une partie de l'effort à faire. Pour appliquer les quarante heures, il sera en effet nécessaire que la classe ouvrière fasse un autre effort, un effort sur elle-même — ce qui est peut-être difficile.

Notre classe ouvrière a heureusement montré par les Journées de Juin qu'elle avait conservé le sens de l'action. Il lui faudra, en octobre, attester son sens de solidarité et sa compréhension de l'intérêt de classe, en empêchant le sabotage direct des quarante heures.

Longtemps, trop longtemps, la loi de huit heures a été violée par le patronat qui profitait de la passivité ouvrière et même parfois de la complicité ouvrière. Les responsables des syndicats n'ont pas perdu le souvenir de cette situation. Ils vont s'efforcer d'en éviter le renouvellement. Pour cela, les nouveaux syndiqués et les jeunes militants qui les encadrent devront comprendre que sur le lieu du travail, à l'atelier, le respect des quarante heures dépendra de la vigilance ouvrière. La discipline syndicale devra empêcher la pratique des heures supplémentaires. Il devra être bien entendu par tous qu'un ouvrier ne devra plus, en aucun cas, travailler plus de quarante heures par semaine. Ce sera une besogne importante pour nos délégués d'atelier.

Cette police syndicale serait facilitée si, pour l'application des quarante heures, on s'orientait

vers la semaine de cinq jours : cinq journées de huit heures de travail et deux journées entières de repos (le samedi et le dimanche ou le dimanche et le lundi).

La semaine de cinq jours paraît préférable à la réduction du temps quotidien de travail, car, après huit heures de travail, l'ouvrier sera moins disposé à faire des heures supplémentaires qu'après seulement six heures et demie.

Elle éviterait aussi la criminelle pratique du « doublage », du cumul d'emplois. Depuis des années, il existe, chez les travailleurs des journaux parisiens, où les « services » quotidiens sont réduits à 6, 5 ou même 4 heures, d'assez nombreux inconscients qui font deux « services » par jour nonobstant l'existence de chômeurs dans leur corporation.

Obtenir deux jours de repos par semaine : un jour pour les affaires du ménage, la besogne militante, les démarches, les achats, et un jour de repos véritablement complet, ce serait encore améliorer la condition ouvrière, car on ne peut pas dire que ce jour de repos complet existe actuellement pour le travailleur.

Quand la classe ouvrière française aura « ses deux jours » de repos par semaine, elle ne les lâchera plus.

En un mot, la semaine de cinq jours serait la garantie que l'application des quarante heures aura pour résultat la suppression du chômage par le réembauchage des chômeurs.

Etant entendu toutefois, que personne parmi les dirigeants syndicaux ne fera sienne l'idée extravagante de produire autant en quarante heures qu'en quarante-huit.

◇◆◇

Rappel à la démocratie syndicale

Avant la reconstitution de l'unité, les amis de la démocratie syndicale ne se comptaient plus : ils étaient trop. « Nous verrons, se disaient certains, ce qu'il en restera lorsque tous les chercheurs de place seront nantis. »

Aujourd'hui, nous pouvons voir, en effet.

Qu'il s'agisse d'anciens unitaires ou d'anciens confédérés, la démocratie syndicale semble devenue le cadet des soucis des dirigeants de nos organisations.

Pour aujourd'hui, voici un exemple pris chez les travailleurs des journaux parisiens. Au lendemain des accords Matignon, les organisations signataires de la convention linotypiste (linos, correcteurs, mécanciens) décidèrent de revendiquer l'application desdits accords aux tarifs en vigueur sans toutefois recourir à la grève. Charbit a indiqué aux lecteurs de la *Révolution Prolétarienne* l'augmentation obtenue : 4 francs par jour. Or ces quatre francs ne donnaient pas satisfaction à tout le monde. Des protestations s'élevèrent : « Pourquoi les représentants syndicaux avaient-ils signé l'accord des 4 francs sans en référer à leurs mandants, les syndiqués ? »

Les protestataires n'avaient pas tout à fait tort. Mais l'explication fournie n'était pas elle non plus sans valeur : le temps pressait, il fallait obtenir quelque chose tout de suite, il fallait conclure rapidement, éviter le piège des mouvements désordonnés. Il n'est que juste d'ajouter que les assemblées syndicales convoquées ensuite se rangèrent à l'avis des représentants syndicaux.

Mais pour l'application des quarante heures, le temps pressait un peu moins. Avant que la Fédération du Livre, sollicitée par le ministère du Travail de donner son avis à cet effet, ne demande à ses syndicats les éléments de sa réponse, on avait le moyen de consulter les linotypistes des journaux et, comme en Juin, d'établir un accord préalable entre les organisations signataires de la convention. Cependant, la Chambre Syndicale de la Typographie parisienne et la Commission linotypiste — celle-ci pourtant si chatouilleuse — ont adopté la formule des six services de six heures, sans consulter les adhérents, et sans consulter les quantités négligeables que sont sans doute le syndicat des correcteurs et le syndicat des mécaniciens.

Lorsque le syndicat des correcteurs se présenta avec sa proposition de la semaine de cinq services, il se trouva devant un fait accompli.

Ce mépris de la démocratie syndicale méritait d'être épinglé ici. Tous nos amis victimes de faits semblables feront bien de les signaler à la *Révolution Prolétarienne*. Il est plus que jamais nécessaire de défendre la démocratie syndicale. Il faut l'apprendre aux nouveaux syndiqués. Il faut en imposer le respect aux dirigeants qui seraient tentés de la mettre en vacances.

M. Chambelland.

AU JOUR LE JOUR

« La sauvegarde... »

Dans l'intéressante circulaire de la Confédération générale de la Production française sur les conventions collectives de travail (reproduite par *la Flèche* du 29 août), on peut lire ce paragraphe :

« Il importe de maintenir le principe de la rémunération aux pièces partout où elle existait, car il constitue une sauvegarde contre la réduction volontaire du rendement. »

On ne saurait mettre plus en évidence la considération dont les patrons « modernes » entourent les salariés.

...Leurs « collaborateurs », qu'ils disent !

◇◆◇

Une prétention osée

La même circulaire stipule :

« Les employeurs doivent garder à tout prix leur liberté absolue d'embauchage et de débauchage. »

C'est une prétention osée de la part de personnalités qui, en juin dernier, apposaient leurs signatures au bas de l'accord Matignon.

Sauf erreur, celui-ci prévoit, en effet, la possibilité d'appel pour un travailleur qui s'estime congédié abusivement.

D'autre part, une convention collective de travail implique pour le moins l'embauchage aux tarifs fixés par ladite convention. Elle implique aussi des garanties pour les travailleurs embauchés.

Mais le « sens social » des patrons français ira-t-il jamais jusqu'à considérer la mise sur le pavé des ouvriers comme quelque chose d'important ?

◇◆◇

Discipline syndicale

Découpons encore cette troisième citation dans la circulaire de la C.G.P.F. :

« Il faut tenir compte également des salaires payés à des catégories analogues d'autres professions ou d'autres entreprises, sinon les concessions faites pour des motifs particuliers par certains pourraient être utilisées pour des revendications chez d'autres. La plus grande discipline doit exister, à cet égard, entre les employeurs d'une même région qui ne doivent pas décider sans avoir pris l'avis des organisations professionnelles ou interprofessionnelles de la région. »

Il nous semble que les syndicats ouvriers pourront utilement s'inspirer de ces conseils.

En sens inverse, naturellement.

Un dernier mot sur le Congrès du S. N.

La *R. P.* a publié sur le Congrès du S. N. des Instituteurs des impressions de Ballereau qui donnent à nos camarades une idée exacte des débats et de leurs conclusions. Mais il n'est pas mauvais d'insister sur le sens réel du vote final (1). Certains articles — écrits par d'excellents camarades qui ont le tort de commenter un Congrès auquel ils n'ont pas participé — pour laver le S. N. des accusations d'antipatriotisme dont on l'a couvert, ne manquent pas d'affirmer, après le ministre de l'Education nationale, que les thèses de Serret ont été repoussées par une majorité écrasante. C'est là une interprétation tendancieuse. Elle ne serait exacte que si le Congrès s'était prononcé sur la seule motion Serret.

Si la situation avait été aussi simplifiée, je doute fort que le vote ait été le même; il n'est même pas impossible que la majorité ait changé de sens. Mais il fallait choisir entre deux textes : celui de la Commission et celui de Serret. Choix difficile, douloureux même pour nombre de militants, qui ont finalement voté le premier texte, non pour condamner Serret, mais pour obtenir une répudiation massive de ce néo-nationalisme et de ce néo-militarisme d'extrême-gauche qui n'ont trouvé aucun défenseur dans le Congrès. Nous avons tout fait pour éviter la cassure entre syndicalistes, tout tenté pour qu'une minorité — aussi estimable par la solidité de ses idées que par la valeur de ses leaders — ne soit pas isolée dans le S. N. Notre effort n'a échoué qu'en partie. Nous avons bien senti les uns et les autres — et nous espérons ne pas être les seuls à l'avouer — que si nos divergences actuelles sur la tactique ne sont pas niables, elles ne révèlent aucune opposition fondamentale, définitive. A quoi bon s'obstiner dans des polémiques où brillent certains militants originaux et personnels ? L'heure n'est-elle pas venue du rassemblement des syndicalistes et des pacifistes simplement décidés à ne pas laisser la classe ouvrière s'engager par générosité imprudente dans des aventures dont elle sera la dupe et la victime ?

◇◆◇

La manœuvre contre Blum

Pourquoi ne pas déclarer également que l'attitude actuelle du parti socialiste (j'écris ceci le 5 septembre) nous donne satisfaction sur beaucoup de points ? Les décisions de la C.A.P. (parues dans la presse d'hier) marquent une réaction saine contre les tendances dominatrices du parti communiste. On voudrait voir la direction de la C.G.T., soucieuse de l'indépendance syndicale, ne pas apporter à celui-ci un appui qui ne manquera pas d'être exploité.

Certes, il est difficile, isolé dans un trou de province, et ne disposant que d'une information limitée, de se construire une opinion solide. On ne peut douter cependant de l'ampleur de la manœuvre tentée contre le gouvernement Léon Blum. Les communistes, dans leurs préoccupations de « défense nationale », dans leur souci d'élargissement du Rassemblement populaire jusqu'à l'Union de la Nation française, sont appuyés par les radicaux. Ils sont assurés de l'approbation de politiciens — impatients de jouer les grands rôles — tels Paul-Boncour et Frossard. Mais ils sont trop habiles pour s'opposer au gouvernement sur la question de la préparation de la guerre. Ils risqueraient de se heurter à cet antimilitarisme de classe qui n'est pas mort — pas même endormi — dans les masses qu'ils ont conquises. Ils laisseront le gouvernement — poussé ou retenu par leurs alliés radicaux — prendre des mesures impopulaires (telle l'augmentation du temps de service militaire), et ne pas prendre des mesures populaires (telle l'épuration des administrations, et les grandes réformes de structure voulues par le Congrès de Toulouse).

Ainsi Blum perdra ses défenseurs les plus sûrs. On pourra l'abattre facilement, à la rentrée parlementaire, s'il ne se retire de lui-même. Et l'on pourra mettre à sa place un Daladier ou un Paul-Boncour d'autant plus brutal dans ses déclarations jacobines, qu'il sera plus souple dans sa politique étrangère.

Roger HAGNAUER.

(1) Celui qui a sanctionné le débat sur la lutte contre la guerre.

TECHNICIENS ET OUVRIERS

Sous la signature de Louis Vallon, le *Peuple* du 4-9-36, polémiquant avec le *Temps* au sujet de l'organisation des techniciens dans la C.G.T. écrit :

De son côté, la classe ouvrière admet parfaitement que des hommes occupant des postes de responsabilité et mettant de hautes qualités professionnelles au service de la production, soient payés largement, comme ils le sont d'ailleurs en U.R.S.S.

Où donc a-t-on vu que les ouvriers étaient de cet avis ? Ils ne sont tout de même pas si simples. Les ouvriers n'admettent pas, et considèrent même comme un privilège, les émoluments ou rétributions 2, 3, 4, 5, 10, 15 fois et plus, plus élevés que reçoivent les « Techniciens et Responsables ». Ils ont même le mauvais esprit de penser que ces hommes :

Avant de ne rien produire, ont bénéficié du privilège considérable d'étudier pendant des années dans les écoles supérieures;

Qu'ils ont ainsi bénéficié des efforts accomplis par les générations précédentes;

Que c'est la classe ouvrière qui a fourni le meilleur de ces efforts, et qu'elle n'en a retiré que la plus petite part du gâteau;

Qu'il est parfois bien difficile de déterminer la différence de valeur qui peut exister entre un bon ouvrier et tel ou tel homme appelé technicien;

Que le favoritisme joue grandement son rôle dans la désignation des « responsables »;

Enfin pour en finir, l'ouvrier pense que c'est toujours sur le producteur qu'il est seul possible de prélever *largement* la plus-value nécessaire à la rémunération desdits « Techniciens et Responsables» et que c'est pour la classe ouvrière une exploitation semblable à celle du patron.

C'est ce qu'Yvon, qui connaît un peu l'U.R.S.S., a appelé le privilège de la *fonction*, aussi injuste que celui du sang ou de l'argent.

Le fait cité par L. Vallon, que les syndicats ouvriers de la métallurgie ont apporté un « *appui désintéressé* » à l'obtention du contrat collectif des Techniciens, ne peut être considéré comme une approbation de leurs privilèges, mais plutôt comme une indication indiscutable que les ouvriers ont été, en cette matière au moins, plus intelligents, plus clairvoyants et moins égoïstes que ces messieurs du grand savoir...

Il y aurait beaucoup à dire sur la question. Elle n'est pas trop facile à résoudre, mais bon sang, ne favorisons pas, dans la presse syndicale et à la C.G.T., une propagande en faveur d'une supériorité des *technocrates* qui ne ferait que préparer le règne futur d'une nouvelle classe exploiteuse.

A. PELLETIER.

FAITS ET DOCUMENTS

Lettre de Maurice Thorez à Léon Blum

Le Parti communiste n'a pas trouvé à son goût la réception faite par le gouvernement français à un représentant du gouvernement allemand. Aussi, le citoyen Maurice Thorez s'est-il empressé d'adresser une lettre publique au président du Conseil pour blâmer le gouvernement de Front populaire (qu'il soutient toujours sans éclipse !) d'avoir ainsi compromis la « dignité de notre peuple » en ne fermant pas la porte à toute possibilité d'entente avec l'Allemagne.

Voici la lettre de Thorez. Elle est à conserver. On n'a pas souvent vu des hommes se réclamer du communisme et tomber dans un chauvinisme aussi grossier. Mais il ne faut pas croire que c'est là une maladresse ou une erreur d'un homme, c'est l'application méthodique d'une politique cohérente qui tend à nous conduire à la guerre contre l'Allemagne le plus vite possible.

Cher camarade,

Je lis en première page du *Populaire* de ce matin, qu'à l'occasion de la venue à Paris du Dr Schacht envoyé du Führer, un déjeuner lui serait offert auquel assisteraient de nombreux ministres, dont M. Delbos et vous-même.

Il était déjà permis de s'étonner que le nouveau gouverneur de la Banque de France ait accompli à Berlin son premier voyage à l'étranger, alors qu'il eût pu commencer par Londres.

Mais au moment où Hitler précipite la course aux armements, menaçant gravement la paix du monde et la sécurité de la France, il ne nous semble pas conforme à la dignité de notre peuple et à la cause de la paix que des honneurs particuliers soient rendus au directeur de la Reichsbank.

Ce serait d'ailleurs trop souligner par contraste la réserve de ministres qui, cédant aux campagnes des fascistes de l'intérieur et de l'extérieur, s'abstiennent de participer aux manifestations populaires en faveur de l'Espagne républicaine.

Persuadé que les préoccupations qui me font vous adresser cette lettre sont les vôtres, je vous prie de croire, mon cher Blum, à mes sentiments les meilleurs.

Réponse de Léon Blum

Léon Blum a fait à Thorez la réponse suivante :

Mon cher Maurice Thorez,

Il est exact que M. le Dr Schacht, directeur de la Reichsbank, a rendu à M. Labeyrie, gouverneur de la Banque de France, la visite que celui-ci avait faite à Berlin.

Il est exact que M. Labeyrie a convié M. le Dr Schacht à déjeuner aujourd'hui et il est exact que quatre membres du gouvernement et moi-même venons de nous rencontrer à la Banque de France avec M. le Dr Schacht.

Vous exprimez la crainte que cette rencontre, d'ailleurs prévue depuis plusieurs semaines, ne soit pas conforme à la dignité de notre peuple et à la cause de la paix.

Je ne partage pas votre sentiment.

Soyez-en bien sûr, le gouvernement de Front populaire ne laissera porter aucune atteinte à la dignité de la France. Il a pris et prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir sa sécurité. Il n'oublie pas et n'oubliera pas que toute nation qui s'abandonne s'expose et qu'elle compromet, par cet abandon, la paix générale.

Mais le gouvernement sait aussi que la volonté de paix est une des formes de la dignité française, que l'organisation de la paix est une des conditions de la sécurité française.

C'est pourquoi, à aucun moment, il ne veut désespérer de la paix; à aucun moment — fût-ce au lendemain de la décision qui a prolongé la durée du service militaire en Allemagne — il ne veut se refuser à des conversations qui, soit sur le plan économique et financier, soit sur le plan politique, puissent faciliter un règlement général des problèmes européens.

Je suis persuadé, mon cher Maurice Thorez, que ces préoccupations sont aussi les vôtres et je vous prie de croire à mes sentiments amicaux.

Psychologie de l'impérialisme

Nous croyons utile de reproduire l'intéressant article ci-dessous, du camarade Conze, publié dans Plebs, *l'organe des Collèges ouvriers britanniques :*

Il n'y a, en tout pays, qu'une minorité de commerçants, d'industriels, de financiers, d'amiraux, de généraux, de missionnaires et de fonctionnaires qui soit directement et matériellement intéressée à l'expansion du pays. Le gros du peuple, cependant, la suit. C'est que les masses ne sont poussées par leurs intérêts matériels qu'en partie; elles sont poussées aussi par des idées qui dérivent de sentiments instinctifs.

Avoir une " supériorité "

Le grand avantage que trouve l'homme moyen à se sentir citoyen d'un grand Empire est que cela accroît à ses propres yeux sa propre importance.

La plupart des gens souffrent, en effet, de leur peu d'importance personnelle, de leur manque de « supériorité ». Ils ont une vie grise et terne; ils habitent dans des maisons standardisées, mangeant des mets standardisés, lisant des journaux standardisés, obligés de faire un travail monotone et sans intérêt. Dès lors, il leur faut essayer de trouver quelque chose qui les « distingue », car l'homme est ainsi fait qu'il lui faut trouver quelque chose qui le fasse remarquer parmi ses semblables. C'est pourquoi chacun cherche à dépasser les autres d'une manière ou d'une autre. Je connais une école où il y avait un élève qui était le dernier en tout, cela lui était complètement égal car il avait au fond de son cœur un grand motif d'orgueil : il crachait plus loin qu'aucun de ses condisciples.

Il en est ainsi pour nous tous. Les plus utiles socialement d'entre nous sont ceux qui mettent leur orgueil à faire quelque chose de vraiment important; mais les autres, ceux qui sont dépourvus de capacités particulières, trouvent d'autres moyens de se « distinguer ». Celui-ci a été à l'école avec tel personnage connu et il ne permet à personne de l'ignorer. Celui-là peut boire plus que n'importe qui dans le village. Cet autre fait les meilleures crêpes du pays. Récemment quelqu'un écrivait à son journal pour dire que son père lui avait donné, il y a cinquante ans, une brosse dont il se servait encore et il demandait orgueilleusement s'il y avait d'autres lecteurs du journal qui pouvaient en dire autant.

La bourgeoisie aime à avoir dans ses demeures quelque meuble, gravure ou tableau qui puisse être considéré comme une pièce « unique » ou touchant par quelque point — vrai ou faux — à quelque personnage historique : ainsi on se distingue du vulgaire. Les gens du monde emploient une grande partie de leur temps à s'efforcer d'être « original ». Etre « original », qu'il s'agisse d'un roman, de la couleur d'une auto ou d'un nouveau cocktail, c'est le plus grand des éloges.

Le désir d'avoir une supériorité s'exprime ainsi sous une multitude de formes; par là nous constatons qu'il s'agit d'un trait profond du cœur humain. Or un moyen très commode d'acquérir de l'importance est de participer à l'importance d'une entité collective. Chacun de nous s'identifie avec le groupe social auquel il appartient et notre vanité se gargarise du prestige que nous tirons ainsi de notre famille, de notre usine, de notre club sportif, de notre ville, de notre nation, ou de notre « Empire ».

Les succès du groupe social auquel nous appartenons ajoutent à notre orgueil personnel et à notre assurance. Nous pouvons d'ailleurs participer à la gloire d'un groupe ou d'une institution sociale sans y avoir contribué personnellement en quoi que ce soit. Des gens qui ont le courage d'un lièvre et qu'un souffle ferait chanceler sont transportés d'aise à la seule idée de « notre glorieuse armée ». J'ai remarqué qu'en Allemagne c'était les individus les plus bornés et les moins cultivés qui étaient les premiers à clamer qu'ils appartenaient à la « patrie de Gœthe, de Schiller et de Kant ». Le seul fait pour une personne d'être anglaise (ou française) suffit à la mettre à ses yeux au-dessus du restant de l'humanité. Un Anglais peut être aussi misérable qu'il est possible de l'être, il s'en consolera en pensant à tous les étrangers et gens de couleur qu'il juge au-dessous de lui. Il appartient à une « grande nation » et cela suffit pour le rendre grand, même s'il se rend compte qu'il est personnellement tout petit et très bas.

Comment ne pourrait-il ressentir un puissant sentiment de supériorité à l'idée qu'il « participe » de quelque manière à la gloire, la majesté et la grandeur d'un empire mondial sur lequel le soleil ne se couche jamais, — un Empire qui fait l'admiration et l'envie des étrangers ? Son estomac a beau être vide, son cœur tressaille lorsqu'il pense que sa langue est connue du monde entier et que son drapeau flotte sur toutes les mers! Tout pareillement les impérialistes nazi essayent de compenser la diminution du salaire de l'ouvrier allemand en lui inculquant l'idée qu'il appartient à une race supérieure et conquérante.

L'instinct "tribal"

Venons-en maintenant à un second point. Les sentiment impérialistes sont étroitement mêlés aux sentiments patriotiques. Pour beaucoup de gens, impérialisme et patriotisme sont des sentiments identiques, pourtant en fait ils sont très différents. L'analyse doit distinguer au moins trois sentiments différents. Pour les mieux séparer nous leur donnerons un nom différent, mais nous devrons nous souvenir qu'on va de l'un à l'autre par degrés presque insensibles.

D'abord il y a le *patriotisme* proprement dit, qui consiste dans l'amour que l'on a pour son pays natal. L'affection pour le pays où on est né est un sentiment naturel et sain, et les socialistes n'ont aucune, raison de le combattre (1). Au contraire ils peuvent s'en servir en indiquant que le véritable amour de son pays consiste à chercher à l'améliorer, pour qu'il soit plus digne d'être aimé.

En second lieu nous avons le *nationalisme*, qui, selon l'expression de Richard Addington, est très exactement représenté par la stupidité du coq chantant sur sa merde. L'amour du pays natal s'y combine avec le désir de faire l'important, formant ainsi ce que nous pourrons appeler l'instinct « tribal » de supériorité.

Durant des centaines de milliers d'années les hommes vécurent en petites tribus sans rapports entre elles et mutuellement hostiles. Or nous savons que l'esprit humain s'est formé précisément à l'époque de ces tribus, et sous l'influence des conditions de vie existant à ce moment; ensuite les sentiments engendrés par la vie de tribu se sont transmis aux membres des nations modernes, pour lesquels ils se justifient beaucoup moins.

L'essence de l'instinct tribal apparaît, dans toute sa pureté, dans la langue d'une tribu sud-américaine, celle des Bakairi. Le mot qui dans cette langue signifie « bon » est le même que celui qui signifie « nous », et le mot qui signifie « les autres » est employé aussi pour dire « mauvais ». C'est la persistance de cette mentalité qui fait que les Juifs se regardent comme le « peuple élu »; et leurs successeurs spirituels, les Nazi, ne font que reprendre la même idée lorsqu'ils vantent la supériorité et la mission de la race « nordique ». Pareillement, le mot grec pour désigner l' « étranger » était « barbare ».

En règle générale, dans tous les pays, les individus basent leur conviction de la supériorité de leur nation sur l'affirmation qu'elle doit être mieux que les autres puisque le hasard... les fait y appartenir.

Le nationalisme conduit facilement à *l'impérialisme*. En rendant un peuple convaincu qu'il est le meilleur, l'instinct tribal développe chez lui l'esprit de domination. Les impérialistes déclarent que puisque leur nation est meilleure que les autres, c'est pour elle, non seulement un droit mais un devoir, de supprimer ou de subjuguer l'étranger — à condition pourtant que celui-ci ne soit pas trop fort. Telle est la raison pour laquelle les Nazi persistent, en dépit du ridicule, à raconter leur contes à dormir debout sur la supériorité de la « race nordique ». Ce n'est pour eux qu'un moyen de préparer l'esprit des Allemands à la guerre. Cette prétendue supériorité de leur race tranquillisera leur conscience en les persuadant qu'ils sont dans leur droit en voulant dominer d'autres peuples puisque ceux-ci sont de race « inférieure »; or avoir une conscience tranquille est aussi indispensable pour réussir une politique impérialiste que posséder une flotte puissante et de nombreux avions.

La peur

Voyons enfin un troisième facteur. A l'heure actuelle la peur est l'un des plus puissants excitants du sentiment impérialiste. Notre vie est gouvernée à un degré inimaginable par la peur. La plupart des gens utilisent une partie considérable de leur énergie mentale à se tourmenter pour l'avenir et à tâcher d'imaginer tous les maux qui peuvent leur arriver. Aucun parti, aucun mouvement politique ne peut espérer conquérir ou conserver le pouvoir s'il ne sait inspirer la peur aux moments convenables. C'est en faisant peur que les classes dirigeantes gagnent facilement des victoires décisives, à l'époque des élections. En brûlant le Reichstag, les Nazi ont semé si habilement la peur du « bolchevisme » et d'un embrasement général au cœur de l'homme de la rue qu'en quelques semaines ils gagnaient un million de voix.

Or un Empire, c'est un antidote contre la peur. L'Empire est considéré comme un merveilleux moyen préventif d'assurer sa propre défense. Il semble protéger la métropole des terreurs de l'invasion, de la famine et de l'esclavage. Notre meilleure protection nous paraît consister à étendre le domaine de notre Empire afin d'établir une sorte de tampon entre nous et l'ennemi possible. La peur fait croire que si on ne garde pas tout, on perdra tout, et que si on abandonne quoi que ce soit, on ne sait pas où l'on ira.

C'est parce que dans tous les pays les peuples ont peur qu'ils se préparent si frénétiquement à la guerre; ainsi ils augmentent à nouveau leurs motifs de peur jusqu'à ce que finalement ils ne voient plus d'autre remède à leur angoisse que d'espérer... que la guerre viendra bientôt.

(1) Cela m'a toujours semblé un véritable abus de mot que de désigner du nom de « patriotisme » l'amour que certains portent, paraît-il, à leur pays natal. Cet amour n'a rien à voir avec le patriotisme, au sens habituel du mot. D'ailleurs est-il exact que ce sentiment soit un sentiment naturel ? et en quoi est-il sain ? Sauf les héros de la littérature romantique, combien y a-t-il de gens qui aiment plus spécialement le pays qui les a vus naître, et pourquoi ceux qui préfèrent un autre seraient-ils pour cela des monstres ? — Personnellement je suis né à Montmartre, et j'ai horreur de Montmartre. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi cette horreur ferait de moi un être malsain et non naturel. (*Note du traducteur.*)

Le gérant : M. Chambelland.



LA COOTYPOGRAPHIE — COURBEVOIE — DÉP. 02-80

LA R. P. est vendue au numéro...

... à PARIS

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse;
Marchand de journaux, 25, rue de la Grange-aux-Belles ;
Kiosque, angle de la rue de la Douane et de la place de la République;
Librairie de la Poste, angle de la rue Coypel et de l'avenue des Gobelins;
Kiosque, angle du boulevard de Port-Royal et de la rue Saint-Jacques;
Kiosque, angle de la rue Soufflot et du boulevard Saint-Jacques;
Kiosque, 17, boulevard Saint-Michel;
Ancienne Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince;
Kiosque, angle du quai Conti et du quai de Corse;
Librairie de « La Lumière », 69, boulevard Saint-Germain.
Librairie Picard, boulevard Saint-Michel.
Librairie des Travailleurs, 47, rue Bénard (14°).

... en PROVINCE

ALGER. — Chez Crespo, 7, rue Berthézenne;
AMIENS. — Chez Barbet, 3, rue Dom-Grenier;
DIJON. — Chez Mad. Hérard, 35, rue Sambin;
FIRMINY. — Navant, à la Bourse du Travail;
MARSEILLE. — Kiosque de la Bourse du Travail, rue de l'Académie;
MONTPELLIER. — Chez Louman, 23, rue de la Valfère;
NARBONNE. — Chez Pierre Albert, maison Gaillard, route de Carcassonne.
TOULON. — Chez Cambier-Roscius, avenue de Verdun;